

PROTOCOLE N^o 16.

SÉANCE DU 8 JANVIER 1887.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

- Pour le Japon :
Le Comte Inouyé et M. Aoki ;
- Pour la France :
M. Sienkiewicz ;
- Pour l'Autriche-Hongrie :
Le Comte Charles Zaluski ;
- Pour la Grande-Bretagne :
Sir Francis R. Plunkett et M. Nicholas
J. Hannen ;
- Pour l'Italie :
M. de Martino ;
- Pour la Belgique :
M. Neyt ;
- Pour les Etats-Unis d'Amérique :
M. Hubbard ;
- Pour l'Allemagne :
M. von Holleben et M. Zappe ;
- Pour la Russie :
M. Schévitch ;
- Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège
et pour le Danemark :
M. van der Pot ;
- Pour l'Espagne :
M. Delavat ;
- Pour Hawaii :
M. Irwin ;
- Pour le Portugal :
M. Loureiro ;
- Pour la Confédération suisse :
M. von Holleben.

Le Président présente à la Conférence M. Nicholas J. Hannen comme second Délégué de Grande-Bretagne, et fait connaître que Sir Francis Plunkett l'a officiellement informé de la réception d'un télégramme du principal Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de Sa Majesté Britannique, portant que les pleins pouvoirs de M. Hannen ont été signés par Sa Majesté la Reine et seront expédiés par la plus prochaine occasion.

PROTOCOL N^o 16.

MEETING OF THE 8th JANUARY 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present :

- For Japan :
Count Inouye and Mr. Aoki ;
- For France :
Mr. Sienkiewicz ;
- For Austria-Hungary :
Count Charles Zaluski ;
- For Great Britain :
Sir Francis R. Plunkett and Mr. Nicholas
J. Hannen ;
- For Italy :
Mr. de Martino ;
- For Belgium :
Mr. Neyt ;
- For the United States of America :
Mr. Hubbard ;
- For Germany :
Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;
- For Russia :
Mr. Schévitch ;
- For the Netherlands, for Sweden and Norway,
and for Denmark :
Mr. van der Pot ;
- For Spain :
Mr. Delavat ;
- For Hawaii :
Mr. Irwin ;
- For Portugal :
Mr. Loureiro ;
- For the Swiss Confederation :
Mr. von Holleben.

The President begged to introduce to the Conference Mr. Nicholas J. Hannen as the Second Delegate of Great Britain, and stated that Sir Francis Plunkett had officially informed him of the receipt of a telegram from Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to the effect that Mr. Hannen's Full Powers had been signed by Her Majesty the Queen, and would be despatched by the first opportunity.

M. Sienkiewicz, comme Doyen du Corps diplomatique, souhaite la bienvenue à M. Hannen, et ajoute qu'il a la confiance de se faire l'interprète sincère des sentiments de ses Collègues en lui exprimant la satisfaction qu'ils éprouvent à le voir prendre place au milieu d'eux pour leur prêter dans leurs travaux le précieux concours de ses lumières juridiques.

Le Président annonce que les protocoles des séances des 14, 18 et 22 Décembre sont prêts à être signés, et propose qu'il soit procédé à la signature de ces documents.

M. von Holleben demande à faire une observation au protocole n° 14. A la page 10 de ce protocole figure le passage suivant :

"M. von Holleben dit que, pour lui, c'est le texte français qu'il considère comme l'original dans le projet anglo-allemand."

Ce que le premier Délégué d'Allemagne avait voulu dire, et il pense que ses Collègues l'auront ainsi compris, c'est que le texte français du projet anglo-allemand avait à ses yeux la même valeur que l'original. Il demande donc que le passage qu'il vient de citer soit considéré comme modifié ainsi qu'il suit :

"M. von Holleben fait observer que, pour lui, le texte français du projet anglo-allemand a la même valeur que le texte original."

Le Président dit que la rectification demandée par l'honorable premier Délégué d'Allemagne sera insérée au protocole de la présente séance.

Il est alors procédé à la signature des protocoles n° 13, 14 et 15.

M. de Martino dépose sur la table de la Conférence un projet d'ensemble, comprenant sous une forme synoptique le texte des Articles 3 et 4 des Stipulations, ainsi que les divers amendements et additions qui y ont été apportés au cours des séances précédentes. Ce projet, dont le texte suit, avait été précédemment communiqué par le Délégué d'Italie, à titre privé, à tous les membres de la Conférence.

§ 3.

"Les limites territoriales de juridiction entre les tribunaux japonais et les tribunaux consulaires seront déterminées conformément aux principes suivants :

"I.—En matière pénale, la juridiction sera déterminée par le lieu du délit, et au cas où le délinquant, avant que les poursuites ne soient

Mr. Sienkiewicz, as Doyen of the Diplomatic Corps, welcomed Mr. Hannen, and added that he was confident that he faithfully interpreted the sentiments of his Colleagues in assuring him of the satisfaction which they felt at seeing him take his place among them, in order to give to their labors the valuable assistance of his judicial knowledge.

The President stated that the Protocols of the sittings of the 14th, 18th, and 22nd of December were ready for signature, and proposed that they should be signed by the Delegates.

Mr. von Holleben desired to make an observation on Protocol No. 14. Page 10 of that Protocol contained the following passage :

"Mr. von Holleben said that, for his part, he regarded the French text as the original text of the Anglo-German Project."

What the First Delegate for Germany had wished to say, and what he believed he had been understood by all the Delegates as having said, was that the French text of the Anglo-German Project had the same value for him as the original text. He asked, therefore, that the passage which he had just quoted should be considered as changed so as to read as follows :—

"Mr. von Holleben said that he considered the French text of the Anglo-German Project to have the same value as the original text."

The President said that the correction desired by the honorable First Delegate of Germany would be recorded in the Protocol of the present meeting.

Protocols N° 13, 14 and 15 were then signed.

Mr. de Martino laid on the table of the Conference a complete draft comprising in a synoptic form the text of Articles 3 and 4 of the Stipulations, as well as the various amendments and additions which had been made in the course of the previous sittings. This draft, which had been communicated by the Delegate of Italy privately to all the members of the Conference, was as follows :

§ 3.

"The territorial limits of jurisdiction between the Japanese and Consular Courts shall be regulated according to the following principles :

"I.—In criminal matters the jurisdiction shall be determined by the place of commission ; but, in the event of the offender escaping before (or

"commencées contre lui, viendrait à s'échapper, par le lieu de son arrestation.

"II.—En matière civile, la juridiction locale sera déterminée ainsi qu'il suit :

"a) Par le lieu d'exécution du contrat, s'il est spécifié par écrit dans le contrat même ;

Addition du Délégué d'Italie.

"b) Si le lieu d'exécution n'est pas spécifié, et dans tous les autres cas d'actions personnelles et mobilières quelle qu'en soit la cause, par le domicile du défendeur ; et dans le cas où le défendeur n'a pas de domicile, par sa résidence au moment de l'assignation ;

Addition du Délégué d'Angleterre.

"c) Dans tous les cas d'actions personnelles, lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, par le domicile de l'un d'eux au choix du demandeur, et si ce défendeur n'a pas de domicile, par sa résidence au moment de l'assignation :

Addition du Délégué d'Italie.

"d) Pour les demandes contre les sociétés, par le lieu où elles ont leur siège social ; mais toute demande contre une succursale peut être faite au lieu où ladite succursale a son siège ;

Addition du Délégué d'Italie.

"e) Dans les questions relatives aux successions, par le lieu du dernier domicile du défunt.

Amendement du Délégué de France.

"f) Les actions réelles immobilières seront portées devant le tribunal du lieu de la situation des immeubles. Il en sera de même dans le cas où il s'agira d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble.

Addition désirée par les Délégués du Japon.

"Il est bien entendu que les actions réelles immobilières concernant des biens-fonds situés en dehors des limites où les étrangers ont eu jusqu'à présent le droit de posséder des immeubles, seront exclusivement de la compétence des tribunaux japonais.

§ 4.

Proposition du Délégué d'Italie.

"Les jugements ou arrêts en matière civile et commerciale prononcés par les tribunaux japonais auront force exécutoire dans les limites conventionnelles lorsqu'ils auront acquis la force de chose jugée. Néanmoins, lesdits jugements ou arrêts ne pourront y être exécutés qu'après que le tribunal consulaire compétent les aura déclarés exécutoires à la suite d'un jugement prononcé dans la forme sommaire, dans lequel il sera constaté que le jugement ou l'arrêt a été prononcé par l'autorité judiciaire compétente, l'assignation a été faite à la personne, les

"during) the opening of proceedings, by the place of his arrest.

"II.—In civil cases the local jurisdiction shall be determined in the following manner :

"a) By the place of performance of contracts as shown by the contracts themselves, when those contracts are in writing ;

"b) In case no place of performance is designated and in all other personal actions, from whatever cause arising, by the domicile of the defendant ; and, in case the defendant has no domicile, by the place of his sojourn at the time when the writ of action is served ;

"c) In personal actions where there are several defendants, by the domicile of any one of them, at the choice of the plaintiff, and if such defendant has no domicile, by the place of his sojourn at the time when the writ of action is served ;

"d) In cases where associations are concerned, by the district in which the association which is defendant in the case has its head office ; but any claim arising out of the business of a branch office may be brought at the place of such branch office ;

"e) In matters relating to deceased estates by the place of last domicile of the deceased ;

"f) In cases where real property is concerned, the action shall be brought before the Court of the place where the real property in question is situated. The same rule shall apply to personal actions which relate to the ownership or usufruct of real property. Actions concerning real property situated outside the limits in which foreigners have hitherto had the right of holding real property shall come under the exclusive jurisdiction of the Japanese Courts.

§ 4.

"The judgments delivered by Japanese tribunals, relating to civil and commercial matters, shall have effect within treaty limits when they have become final judgments. Nevertheless, the said judgments cannot be executed until after the competent Consular Court shall have declared them to be executable by means of a judgment pronounced in a summary manner by that Court, in which it shall be stated that the judgment in question has been pronounced by the competent judicial authority ; that the summons to the parties

Amendement du second Délégué d'Allemagne.

Amendement of the Second Delegate of Germany.

“parties ont été légalement représentées ou
“légalement déclarées défaillantes, le droit de
“défense et le droit de recours ont été observés.”

“En matière pénale la forme et les conditions
“ci-dessus énoncés devront être observées avant
“d'exécuter la sentence ou avant que le con-
“damné soit remis au tribunal qui a prononcé la
“condamnation pour l'exécution de la sentence.

“Les jugements ou arrêts dont il est parlé ci-
“dessus devront être communiqués dans la lan-
“gue anglaise au tribunal consulaire.

“Les tribunaux japonais seront tenus, de leur
“côté, de déclarer exécutoires les jugements ou
“arrêts prononcés par les tribunaux consulaires,
“en observant à cet égard la forme et les condi-
“tions ci-dessus prescrites pour les sentences
“japonaises. Toutefois, les tribunaux consulaires
“communiqueront leurs jugements dans leur
“propre langue.”

M. de Martino prononce le discours suivant :
“J'espère que mes honorables Collègues ne
“pensent pas que j'ai trop présumé de leur
“indulgence en leur transmettant le texte des
“Articles 3 et 4 des Stipulations anglaises avec
“les amendements qui y ont été apportés par
“des propositions et additions faites par plusieurs
“de nos honorables Collègues et par moi-même.
“Il m'a semblé que cette simple compilation
“nous serait utile à tous. Elle permet de se
“rendre compte, d'un coup-d'œil, des change-
“ments introduits, et l'analyse s'en trouve ren-
“forcée par la synthèse.

“Je ne vous dissimulerai pas l'espoir que je
“nourris. Nous avons consacré quatre ou cinq
“séances à discuter ces questions; nous avons
“procédé par élimination aussi bien que par
“addition; toutes les opinions ont eu largement
“l'occasion de se manifester: dès lors, j'ose com-
“pter que vous jugerez les résultats de nos débats
“et de nos travaux suffisants aujourd'hui, et que
“vous voudrez bien voter sans plus de retard
“les Stipulations sous leur forme amendée.

“Toutefois, j'ai été amené à supposer que si
“l'Article 3 peut être adopté sans autre délai, il
“se pourrait que l'Article 4 fût l'objet d'une
“double opposition, venant de deux côtés
“diamétralement opposés, et inspirée par les
“deux aspects contraires sous lesquels la ques-

“have been served personally; that the parties
“have been legally represented; or that judg-
“ment has been legally given in their absence;
“and that the right of defense and the right of
“appeal have been observed.

“In criminal cases the form and conditions
“above enumerated shall be observed before the
“sentence is executed by the competent Foreign
“or Consular Court within treaty limits, or
“before a convicted criminal is handed over to
“the Court which has sentenced him for the
“execution of the sentence.

“The judgments of the Courts mentioned
“above must be communicated in the English
“language to the Consular Court.

“Japanese tribunals shall, on their side, be
“bound to declare executable the judgments
“pronounced by Consular Courts, observing in
“this respect the form and the conditions above
“enumerated in the case of Japanese judgments,
“except that they will communicate their judg-
“ments in their own language.”

Mr. de Martino read the following speech :
“I hope my honorable Colleagues do not
“think I have presumed too much upon their
“indulgence by transmitting to them Articles 3
“and 4 of the English Stipulations as amended
“by the propositions and additions made by
“several of our honorable Colleagues and by
“myself. This simple compilation would, I
“thought, be useful to all of us. You may at
“once peruse all the modifications which have
“been made; and your analysis may be streng-
“thened by a synthesis. I will not conceal
“from you my hope that as we have discussed
“these matters during four or five sittings of
“the Conference, as we have proceeded as well
“by eliminations as by additions, and as ample
“opportunity has been afforded for the exposi-
“tion of all opinions, you may decide that the
“results of our discussions and labors are now
“satisfactory, and vote the amended stipulations
“without delay.”

“I have been led, however, to suppose that
“Article 3 may be adopted without further
“delay; but that Article 4 may still be opposed
“from two very opposite directions, this opposi-
“tion being inspired by the two contrary aspects
“of the question.

“tion peut être envisagée.

“Ayant eu l'honneur d'être l'auteur de la
“proposition portant amendement des Stipula-
“tions de M. Aoki, je me crois autorisé à de-
“mander à la Conférence de me permettre
“d'exposer quelques considérations.

“Nous savons tous que la situation with pré-
“sence de laquelle nous nous trouvons placés
“est anormale. Nous sommes sur territoire
“japonais, et nous avons sur ce territoire des
“tribunaux à nous,—ce qui constitue la repré-
“sentation la plus manifeste et la plus directe de
“nos nationalités. Ces tribunaux, il est vrai,
“nous sommes à la veille de les supprimer en
“cet Empire; mais nous en avons de semblables
“ailleurs, dans des pays où ils sont nécessaires,
“et nous devons maintenir le principe de cette
“institution au Japon même pendant le temps
“qu'elle y doit subsister encore. Le problème
“à résoudre est donc celui-ci: sauvegarder le
“respect égal qui est dû à la fois et à l'autorité
“du pays et à l'autorité de nos tribunaux, et
“établir la bonne harmonie entre ces deux
“autorités.—Dans le discours par lequel je
“mettais en avant mes amendements aux Stipula-
“tions de M. Aoki, je me suis élevé, malgré le
“fait que le pouvoir législatif du Japon s'arrête,
“en ce qui concerne les étrangers, aux limites
“conventionnelles, contre la conception exagérée
“de l'extraterritorialité d'après laquelle l'espace
“compris à l'intérieur de ces limites serait, à
“proprement parler, des portions de territoire
“étranger. Cette affirmation, qui ne laissait
“pas de place à l'équivoque, n'a provoqué
“aucune protestation, et j'eus lieu de croire
“qu'au contraire mes paroles avaient rencontré
“votre approbation lorsque j'avais dit que les
“Délégués des Puissances de l'Occident ne
“s'opposeraient pas à ce que force exécutoire
“fût donnée aux sentences japonaises dans les
“limites conventionnelles, parce qu'ils ne vou-
“draient ni rendre ces sentences illusoire, ni
“créer un état de choses qui, en réalité, équi-
“vaudrait à une sorte de droit d'asile du Moyen
“Age.

“Mais accepter l'Article 8 de M. Aoki, c'eût
“été, dans mon opinion,—et cette opinion, je
“suis heureux de le constater, est partagée par
“un bon nombre de mes Collègues—à peu de
“chose près prononcer l'annulation de nos tri-
“bunaux. Pourquoi, dès lors, ne pas déclarer
“que les jugements japonais seraient exécutés à

“As I have had the honor to make the pro-
“position amending Mr. Aoki's Stipulations, I
“think myself justified in asking the Con-
“ference to allow me to point out a few con-
“siderations.

“We all know that the situation with which
“we are confronted is anomalous. We are on
“Japanese soil; we have on this soil tribunals
“of our own, that is to say, the greatest and
“most direct representation of our nationalities.
“These tribunals we are, it is true, about to
“abolish shortly in this Empire, but we have
“such tribunals elsewhere,—in countries where
“they are necessary,—and we must uphold the
“system also in Japan as long as it lasts. The
“problem therefore to be solved is to have
“equal and due respect for the authority of the
“land and the authority of our tribunals, and
“to establish harmony between the two. In
“the speech in which I brought forward my
“amendments to Mr. Aoki's Stipulations, I
“protested, notwithstanding the fact that Japa-
“nese legislative power stopped short with
“regard to foreigners at the treaty limits,
“against the exaggerated theory of extra-terri-
“toriality which considers the districts within
“those limits as, in reality, portions of foreign
“territory. My unequivocal assertion was met
“at the time by no protest, and I thought that,
“on the contrary, my remarks received your
“approbation when I said that the Delegates of
“Western Powers would not object to execu-
“table force being given to Japanese sentences
“within treaty limits, for they could not wish
“either to make these sentences of no effect, or
“to create what would be in reality a kind of
“right of refuge of the Middle Ages.

“To have agreed to Mr. Aoki's Article 8,
“however, would have been, in my opinion,
“which is shared, I am happy to say, by many
“of my Colleagues, almost equivalent to hulli-
“fying our tribunals. Why not, in that case,
“declare that Japanese sentences are to be
“executed within treaty limits precisely in the

"l'intérieur des limites conventionnelles exacte-
 "ment de la même manière qu'au dehors, sans
 "aucune intervention de nos propres autorités,
 "en d'autres termes, pourquoi, sur ce point, ne
 "pas supprimer une bonne fois ces limites? Je
 "comprendrais mieux cette solution, encore bien
 "que le maintien des limites pendant trois ans
 "encore après l'ouverture de l'Empire soit, à
 "mes yeux, et je pensais que vous le croyiez
 "tous comme moi, nécessaire pour que l'œuvre
 "que nous préparons n'ait pas le caractère vio-
 "lent d'une révolution, mais bien la sage lenteur
 "d'une grande réforme. L'Article 8 faisait des
 "Consuls et des tribunaux consulaires les agents
 "exécutifs, pour tout dire, les officiers de police
 "d'une Puissance étrangère. Ceci, dans ma
 "pensée, vous ne voulez ni ne pouviez le per-
 "mettre. J'ai été heureux d'acquiescer la convic-
 "tion que telles n'étaient pas les intentions du
 "Gouvernement japonais, et ce Gouvernement
 "a, en effet, accepté mon amendement avec ce
 "sentiment de justice et d'impartialité qui le fait
 "toujours se rencontrer avec nous à mi-chemin.
 "Je ne pouvais pas ne pas croire que ma pro-
 "position, basée sur le principe de la réciprocité,
 "dont je suis partisan en ce pays, ne dût être
 "également bien reçue par tout le monde. Cette
 "proposition, comme j'ai eu l'honneur de vous
 "le dire, n'est pas mon œuvre. Je n'ai fait que
 "proposer ce que l'Italie a stipulé avec d'autres
 "Puissances, par exemple avec le royaume de
 "Serbie en 1879 et le royaume de Roumanie en
 "1880, et ce qui figure dans le Code italien de
 "Procédure civile à l'égard de l'exécution des
 "jugements étrangers.—Je me suis borné à y
 "apporter les modifications que commandait la
 "situation différente et spéciale en présence de
 "laquelle nous nous trouvons, et qui devaient
 "assurer à ma proposition la généralité de vos
 "suffrages. De ces modifications elles-mêmes,
 "je ne vois pas la nécessité de parler ici.

"J'ai, il est vrai, ajouté aux matières civiles
 "les matières pénales.—Avant de m'y résoudre,
 "j'avais longtemps hésité. N'était-ce pas aller
 "trop loin?—Mais tout en témoignant ainsi de
 "la confiance que m'inspirent les lois et les
 "institutions judiciaires qui seront bientôt, je
 "l'espère, un fait accompli en cet Empire, j'ai
 "du repousser, plus particulièrement en ce qui
 "concerne les matières pénales, l'Article 8 de
 "M. Aoki, et réclamer que l'exécution des sen-
 "tences criminelles fût subordonnée tout au

"same manner as outside, without any inter-
 "vention of our own authorities; that is to say,
 "why not in this respect abolish outright those
 "limits? I should understand it better, al-
 "though their maintenance three years after
 "the opening of the Empire, I believe, and I
 "thought you all believed, necessary, in order
 "that our work may not have the violent
 "character of a revolution, but the steadiness
 "of a great reform. Article 8 made Consuls
 "and Consular Courts the executive agents,
 "in fact the police officials of a Foreign Power.
 "This I thought you would not and could not
 "allow. I have been happy to convince myself
 "that such was not the intention of the Japanese
 "Government, and they have indeed accepted
 "my amendment with that sense of justice and
 "impartiality with which they always meet us
 "half way. I could not but think that my
 "proposition, based on the principle of recipro-
 "city, of which I am an advocate in this coun-
 "try, was equally satisfactory to all parties.
 "My proposition is not, as I have had the
 "honor of informing you, my own creation I
 "have simply proposed what Italy has stipu-
 "lated in treaties with other Powers, as, for
 "example, with the Kingdom of Servia in
 "1879 and with the kingdom of Roumania in
 "1880, and what is stated in the Italian Code
 "of Civil Procedure with reference to the
 "execution of foreign sentences. I have only
 "introduced such modifications as were advisa-
 "ble considering the different and peculiar
 "situation we have to provide for, and which
 "would ensure a general agreement. Of these
 "alterations I do not think it necessary now to
 "speak.

"I have, it is true, added criminal matters to
 "civil. I long hesitated before taking this
 "decision. Was it not going too far? But in
 "thus showing the confidence I feel in the laws
 "and judicial institutions which are soon, I
 "hope, to be an accomplished fact in this
 "Empire, I had to refuse, more particularly in
 "criminal matters, Mr. Aoki's Article 8, and
 "to insist upon the execution of criminal
 "sentences not being enforced without at least
 "that summary judgment, the clauses respecting

"moins à ce jugement sommaire dont j'ai soumis
 "à la Conférence les conditions.

"J'ai été jusqu'à ne pas demander un nouvel
 "examen, une révision qui eût donné à nos
 "juges, à l'égard des jugements japonais, les
 "mêmes pouvoirs que ceux qu'exercent les juges
 "d'appel à l'égard des jugements de première
 "instance. J'ai admis, sur le territoire japonais,
 "l'exécution des sentences japonaises par nos
 "propres tribunaux. Mais je n'ai pu consentir
 "à ce qu'il ne dût y avoir aucun examen, à ce
 "qu'il suffit d'un simple mandat d'exécution.
 "Si un simple mandat devait suffire, à quoi bon,
 "je le répète, nous demander une intervention
 "quelconque? Mieux vaut une absence totale
 "de prérogatives qu'une responsabilité sans les
 "moyens d'y faire face. Mais j'ai pensé que,
 "étant donné l'état de choses exceptionnel que
 "nous sommes appelés à régler, l'examen des
 "jugements étrangers, dans les conditions établies
 "dans ma proposition, offrait un moyen de faire
 "face à cette responsabilité.

"Sur ces entrefaites, mon Collègue de Grande-
 "Bretagne voulut bien m'informer que, s'il
 "partageait entièrement mes idées en ce qui
 "concernait les matières civiles, il y était
 "énergiquement opposé à l'égard des matières
 "pénales. Il ne saisissait pas comment nos
 "tribunaux pouvaient mettre à exécution des
 "sentences criminelles étrangères. Il voyait de
 "telles objections à cette combinaison, qu'il
 "aurait préféré encore la reddition pure et simple
 "du condamné, fût-il un sujet de la Reine, au
 "tribunal étranger ayant prononcé la condâ-
 "nation; autrement dit, le principe qu'il aurait
 "mieux aimé voir adopter eût été celui-ci: 'Un
 "délinquant jugé, reconnu coupable et con-
 "damné par un tribunal, sera livré à ce tribunal
 "pour l'exécution de la sentence.'

"Le problème avait changé de face. Était-ce,
 "dans un certain sens, et sous un certain rapport,
 "des cas d'extradition en présence desquels nous
 "trouvons? Et ici surgissait l'objection que,
 "pour beaucoup d'entre nous, sinon pour tous,
 "c'est un principe fondamental que nous
 "n'accordons pas l'extradition de nos nationaux,
 "et que ceux-ci doivent être poursuivis, jugés
 "et condamnés dans leur propre pays.

"Mais ce principe,—ce principe à la violation
 "duquel je ne pouvais participer,—s'appliquait-
 "il au cas présent? En d'autres termes, avions-
 "nous affaire à une extradition proprement

"which I have submitted to the Conference.

"I went thus far that I did not require a
 "new examination, that is to say a revision,
 "giving to our judges with regard to Japanese
 "judgments the same power as judges of appeal
 "have with regard to judgments given in the
 "first instance. I admitted on Japanese territory
 "the execution of Japanese sentences by our
 "own tribunals. But I could not admit that
 "there should be nothing to examine, and that
 "a simple order of execution would be suffi-
 "cient. I say again, why ask for any inter-
 "vention at all from us? Better nothing than
 "a responsibility without the means of meeting
 "it. But I thought, considering the exceptional
 "condition of things we are called upon to
 "provide for, that responsibility could be met
 "by an examination of the foreign judgment
 "in those relations which I have embodied in
 "my proposition.

"In the meantime my English Colleague
 "kindly informed me that if he entered fully
 "into my views as to civil matters he strongly
 "objected as to criminal matters. He did not
 "see how our tribunals could give execution to
 "foreign criminal sentences. He saw such
 "objections to that course being adopted that
 "he would have preferred simply to hand over
 "the convicted criminal, though he was a
 "subject of the Queen, to the foreign Court
 "which had sentenced him; in other words, the
 "principle he would have preferred to see
 "adopted was this, 'a criminal who has been
 "'tried, convicted, and sentenced by a Court
 "shall be conveyed to that Court for the execu-
 "tion of the sentence.'

"The problem had now changed. Was it
 "in one sense, and under one aspect extradition
 "cases which we had to examine? And here
 "the objection arose that with many, if not all
 "of us it is a fundamental principle that we do
 "not grant extradition of our own subjects, and
 "that they are to be prosecuted, tried, and
 "convicted in their own countries.

"But did this principle, to the infringement
 "of which I would not be a party, apply to the
 "present case? In other words, had we to deal
 "with extradition in its proper sense? Of the two

"dite?—Des deux conditions nécessaires pour
 "constituer une extradition, l'une existait
 "indubitablement, reposant comme de juste sur
 "la réciprocité: d'une part, requête d'une autorité
 "judiciaire, et d'autre part, admission de cette
 "requête par une autre autorité judiciaire, ces
 "deux autorités indépendantes l'une de l'autre
 "et étrangères l'une à l'autre. Mais la seconde
 "condition, la plus essentielle des deux, à mon
 "sens, n'existait pas: les délinquants condamnés
 "appartenant à nos nationalités n'auraient pas
 "à être extradés de nos propres pays, et quand
 "bien même ils auraient cherché refuge dans les
 "limites conventionnelles, ils ne s'en trouveraient
 "pas moins toujours sur territoire japonais.
 "Puis-je demander à ceux qui sont partisans
 "de la fiction exagérée de l'extraterritorialité, s'ils
 "seraient disposés à refuser de livrer un criminel
 "japonais réfugié dans l'enceinte même de leur
 "consulat? Si les limites conventionnelles
 "constituaient une barrière aussi absolue qu'ils
 "le pensent, ils auraient le pouvoir de donner
 "asile au criminel et de ne pas le livrer, en
 "l'absence d'un traité formel d'extradition
 "stipulant, par voie de réciprocité, les conditions
 "de l'extradition et les formes à observer.—Que
 "s'ils protestent contre cette conséquence ex-
 "trême, ils avouent par là que leurs prémisses
 "prêtent aux objections, et ils ne peuvent plus
 "soutenir dès lors qu'un de leurs nationaux,
 "réfugié dans les limites conventionnelles, doive
 "être considéré comme placé identiquement
 "dans la même situation que s'il avait trouvé
 "refuge dans les frontières de son propre pays.
 "Cette Conférence n'admet pas que la théorie
 "de l'extraterritorialité dans les ports ouverts du
 "Japon soit poussée assez loin pour faire de
 "notre juridiction consulaire une annexion de
 "fait de portions de territoire japonais; et qui
 "plus est, une annexion par toutes les Puissances
 "représentées autour de cette table.

"Quoi qu'il en soit, nos tribunaux sur le
 "territoire japonais n'en continuent pas moins
 "à exister, et mon honorable ami le Délégué
 "de la Grande-Bretagne est volontiers tombé
 "d'accord avec moi que, si je renonçais à mon
 "opposition à sa combinaison, les conditions
 "d'exécution des jugements en matière civile
 "devaient être à bien plus forte raison observées
 "avant la reddition de nos propres sujets. Il
 "a reconnu que, tant qu'une sentence criminelle
 "ne peut pas être exécutée contre un étranger

"conditions required to constitute an extradition
 "case, one did certainly exist, based naturally
 "on reciprocity: the request of a judicial au-
 "thority and the admission of that request by
 "another judicial authority, both independent
 "of, and foreign to each other. But the other
 "condition, the most essential, in my opinion,
 "of the two, did not exist; convicted criminals
 "belonging to our nationalities would not be
 "handed over from our own countries, and,
 "though seeking refuge in the treaty limits,
 "they would still be on Japanese territory.
 "May I ask those inclined to advocate the
 "exaggerated fiction of extra-territoriality if
 "they would be disposed to refuse the handing
 "over of a Japanese criminal who had sought
 "refuge within the very precincts of their
 "Consular buildings? If treaty limits stretched
 "so far as they seem to think, they would be
 "empowered to grant refuge to the criminal,
 "and not to hand him over if a formal treaty
 "had not stipulated, by reciprocity, the condi-
 "tions of extradition and the forms to be ob-
 "served. If they protest against this extreme
 "consequence, they recognize that their premi-
 "ses are open to objection; and they cannot
 "therefore consider that one of their own
 "countrymen seeking refuge within treaty
 "limits should be in the same identical position
 "as if he had escaped into the boundaries of
 "his own country. This Conference does not
 "admit the theory of extraterritoriality in the
 "open ports of Japan to extend so far as to
 "render our Consular jurisdiction a *de facto*
 "annexation of Japanese territory, and
 "indeed, an annexation by all the Powers
 "represented around this table.

"But, nevertheless, our tribunals on Japa-
 "nese soil do still exist, and my honorable
 "friend the Delegate of Great Britain readily
 "agreed that if I waived my opposition to his
 "solution, the conditions for the execution of
 "judgments relating to civil matters ought to
 "be so much the more observed before handing
 "over our subjects. He recognized that as
 "long as a criminal sentence cannot be executed
 "against a foreigner who finds himself within
 "the treaty limits, without the consent and

"qui se trouve dans les limites conventionnelles,
 "sans le consentement et la coopération de
 "l'autorité étrangère compétente, les préroga-
 "tives et les droits de cette autorité ne doivent
 "pas être diminués comme ils le seraient si elle
 "était réduite au rôle de simple agent exécutif
 "d'une autre Puissance, et que cette même
 "autorité, ayant à livrer ses nationaux, ne peut
 "être tenue de le faire les yeux fermés.

"Si mon désir de concilier autant que possible
 "toutes les opinions et de faciliter une solution
 "satisfaisante, m'a amené à accepter ce com-
 "promis, je dois ajouter que c'est parce que j'ai
 "toujours jugé que nous prenons des mesures
 "d'exception en vue d'un régime d'exception.

"Si mes Collègues perdent de vue cet axiome,
 "ils ne peuvent pas plus, à mon sens, admettre
 "l'exécution des sentences criminelles étran-
 "gères que la reddition de leurs nationaux,
 "avec ou sans jugement sommaire.—J'ai l'intime
 "conviction que, si vous oubliez que les limites
 "conventionnelles sont territoire japonais, les
 "objections à l'un des systèmes aussi bien qu'à
 "l'autre s'appliquent également aux deux: la
 "situation serait alors la même que si la question
 "était posée entre la France et l'Angleterre, ou
 "l'Italie et l'Allemagne, et non entre le Japon
 "et nos autorités judiciaires au Japon même.

"Cependant, les raisons qui m'ont conduit à
 "accepter cette transaction n'ont pas eu la même
 "influence sur notre honorable Collègue le se-
 "cond Délégué d'Allemagne, ni, à ce qu'il me
 "semble, sur plusieurs autres membres de la
 "Conférence. Il existe un fort courant d'opi-
 "nion contre la reddition d'un délinquant con-
 "damné appartenant à nos nationalités. Ce
 "non possumus du côté de l'Allemagne se
 "reconstruit avec un non possumus du côté
 "de l'Angleterre, comment résoudre le pro-
 "blème?—Une heureuse idée vint alors à notre
 "honorable Collègue le second Délégué du
 "Japon. Il me dit: 'Pourquoi ne pas laisser
 "aux Délégués la faculté de choisir, suivant le
 "mode qu'ils préféreront, entre l'exécution des
 "sentences et la reddition des délinquants con-
 "damnés?'

"Vous avez déjà remarqué, Messieurs, que
 "le paragraphe relatif aux matières pénales a
 "été rédigé d'après l'inspiration de M. Aoki, et
 "son acceptation ne saurait désormais faire
 "craindre aucune opposition. J'ai à peine be-

"co-operation of the foreign authority, the
 "prerogatives and rights of this authority
 "cannot be impaired by its being reduced to
 "the position simply of the executive agent of
 "another country, and that, having to hand
 "over its own subjects, it cannot be bound to
 "do so with closed eyes.

"If my wish to conciliate as much as possi-
 "ble, and to facilitate a satisfactory solution
 "has brought me to accept this compromise, I
 "must add that it is because I have always
 "considered that we are providing in an
 "exceptional way for an exceptional state of
 "things.

"If my Colleagues lose sight of this truth,
 "they cannot admit, in my opinion, the execu-
 "tion of criminal foreign sentences, any more
 "than the handing over, with or without any
 "summary judgment, of their own subjects.
 "It is my positive opinion that if you forget
 "that treaty limits are Japanese territory, the
 "objections to the one system, as well as to the
 "other, equally apply to both; the situation
 "would be the same as if the question were
 "between France and England, or Italy and
 "Germany, and not between Japan and our
 "judicial authorities in Japan itself.

"The reasons, however, which induced me to
 "favor this compromise have not the same effect
 "upon my honorable Colleague the Second
 "Delegate of Germany, nor, I think, on several
 "other members of the Conference. There is a
 "strong feeling against the handing over of a
 "convicted criminal belonging to our nationali-
 "ties. This non possumus on the German side
 "meeting a non possumus on the English side,
 "how could the problem be solved? A happy
 "thought occurred to our honorable Colleague
 "the Second Delegate for Japan. He told me,
 "why not leave it optional for all the Delegates
 "to choose, as they may prefer, either the
 "execution of a sentence, or the handing over
 "of the convicted criminal? You have al-
 "ready seen that the paragraph on criminal
 "matters has been worded as advised by Mr.
 "Aoki, and its acceptance may henceforth fear
 "no opposition. I need hardly add that I
 "revert to my original proposal, and that my
 "personal choice is for the execution after the
 "summary judgment, which we call *di delibera-*

soin d'ajouter que je reviens à ma proposition primitive, et que mon choix personnel est en faveur de l'exécution par les tribunaux consulaires des sentences japonaises, après le jugement sommaire que nous appelons en italien 'di delibazione.' Je considère, pour ma part, que ce système est le meilleur des deux, et qu'il prête à des objections et à des critiques d'une nature bien moins sérieuse que l'autre.—J'avais, dans un esprit de conciliation, accepté l'amendement apporté à ma proposition originale. Cette acceptation devient maintenant inutile, et comme mon honorable ami le premier Délégué d'Allemagne l'a fait remarquer, je puis être plus sûr, en choisissant le système de l'exécution, d'éviter un refus de ratification, parce que j'ai des arguments plus forts à invoquer en faveur de cette dernière manière de répondre, je le répète, à un état de choses exceptionnel.

Je prie la Conférence de noter qu'une erreur s'est glissée dans la copie du texte de l'Article 4 dans la compilation que j'ai faite. Le paragraphe relatif à la communication en anglais des jugements japonais doit venir après et non avant le paragraphe relatif aux matières pénales.(1)

Enfin la Conférence a peut-être remarqué que, dans l'énumération des conditions à contrôler pour l'exécution des jugements, j'ai laissé un amendement de Sir Francis Plunkett: 'L'assignation a été faite à la personne.'—Avec le consentement des Délégués du Japon, dans le texte officiel du traité à intervenir avec l'Italie, j'ai l'intention de substituer à cette rédaction l'expression que j'avais primitivement employée: 'La citation des parties a été faite régulièrement.'—Je crois, d'ailleurs, que je ne suis pas le seul à préférer cette dernière rédaction.

M. von Holleben accepte au nom du second Délégué d'Allemagne et en son nom personnel les Articles 3 et 4 des Stipulations dans la forme où ils ont été déposés sur la table de la Conférence par l'honorable Délégué d'Italie.

Sir Francis Plunkett fait, au nom du second Délégué de la Grande-Bretagne et en son nom personnel, une déclaration analogue à celle du premier Délégué d'Allemagne. Il ajoute que M. Hannen et lui-même considèrent les Articles 3 et 4, tels qu'ils sont aujourd'hui présentés à la Conférence, comme satisfaisants.

10

(1) Cette erreur a été rectifiée dans le présent texte. (Note du Secrétariat).

'zione,' by Consular Courts of Japanese criminal sentences. I believe as far as I am concerned, that this system is the best of the two, and is open to much less objection, and to criticisms of much less serious nature. I accepted the amendment to my original proposition in a spirit of conciliation. This acceptance is now unnecessary, and, as my honorable friend the First Delegate of Germany has remarked, I may be surer, by choosing this system of execution, of avoiding a refusal of ratification, because I have stronger arguments to adduce in favor of this way of dealing with, as I say again, an exceptional state of things.

I beg the Conference to observe that a mistake has occurred in copying Article 4 in the compilation I have made. The paragraph concerning the communication of Japanese sentences in the English language has to be put after, and not before the paragraph concerning criminal matters.(1)

Finally, the Conference may have observed that in the conditions to be examined for the execution of sentences, I have left an amendment of Sir Francis Plunkett, the 'summons to the parties has been served personally' With the consent of the Japanese Delegates, in the formal text of Italy I intend to substitute for this wording my original expression:—'the parties have been summoned to appear in regular form.' I think I am not the only one who has this preference.

Mr. von Holleben stated that he accepted in the name of the Second Delegate of Germany and himself Articles 3 and 4 of the Stipulations as laid on the table of the Conference by the honorable Delegate of Italy.

Sir Francis Plunkett desired to make on behalf of the Second Delegate of Great Britain and himself the same declaration as that made by the First Delegate of Germany. He added that Mr. Hannen and he were of opinion that Articles 3 and 4, as now presented to the Conference, were satisfactory.

(1) This mistake has been corrected in the present text. (Note of the Secretariat).

Le Comte Zaluski fait connaître que, comme ses honorables collègues d'Allemagne et de Grande-Bretagne, il accepte avec plaisir les Articles 3 et 4, tels qu'ils ont été déposés sur la table de la Conférence par l'honorable Délégué d'Italie.

M. Sienkiewicz félicite son honorable collègue d'Italie de l'excellente idée qu'il a eue de réunir en un seul projet, clair et intelligible, les divers amendements qui avaient été proposés, au cours des séances antérieures, aux Articles 3 et 4 des Stipulations de Sir Francis Plunkett.

En ce qui concerne la compétence en matière civile, le Délégué de France pense que les articles qui s'y réfèrent sont tous acceptables, et qu'ils ne comportent que de légères modifications.

Quant à la compétence en matière pénale et à l'exécution des jugements, il rappelle qu'il avait retenu pour son compte l'Article 8 des Stipulations primitives proposées par M. Aoki. Le moment est venu pour lui d'exposer les raisons qui l'avaient amené à s'approprier pour ainsi dire cet article. Mais il réclamera auparavant l'indulgence de la Conférence pour le cas où ses explications ne seraient ni aussi complètes ni aussi logiquement coordonnées que le voudrait la question. Des circonstances tout exceptionnelles ont, en effet, détourné récemment son attention des affaires de la Conférence.

Le Délégué de France poursuit en disant que, s'il a retenu l'Article 8 des Stipulations de M. Aoki, c'est qu'il reconnaissait à cet article l'avantage de supprimer la nécessité du jugement sommaire, c'est-à-dire de l'exequatur. Toutefois, il se proposait simplement de le prendre pour base d'une proposition plus large, qui aurait tendu à l'exécution directe des jugements.

En effet, quel est l'objet principal, pour ne pas dire unique, du projet de règlements qu'examine la Conférence? Préparer et faciliter la transition entre le régime juridictionnel actuel et celui qui lui succédera à l'expiration de trois ans. Or, l'orateur craint que le mode d'exécution des jugements préconisé par l'honorable Délégué d'Italie ne soit pas tout-à-fait de nature à favoriser la réalisation de cet objet.—En confiant aux tribunaux consulaires le soin de con-

Count Zaluski said that like his Colleagues of Germany and Great Britain he accepted with pleasure Articles 3 and 4, as laid on the table of the Conference by the Honorable Delegate of Italy.

Mr. Sienkiewicz congratulated his honorable Colleague of Italy on the excellent plan that had occurred to him of uniting in a single draft, which was clear and intelligible, the various amendments which had been proposed in the course of previous sittings in Articles 3 and 4 of the Stipulations of Sir Francis Plunkett.

As far as competency in civil matters was concerned, the Delegate of France thought that the Articles relating to that subject were all acceptable and that only slight modifications were required.

With regard to competency in criminal matters, and in the case of the execution of judgments, he called attention to the fact that he had retained on his own account Article 8 of the Stipulations originally proposed by Mr. Aoki. The moment had now come for him to state the reasons which had led him to appropriate to himself, so to speak, this Article. He would, however, ask the indulgence of the Conference beforehand, in case his explanation were neither so complete nor so logically arranged as the question demanded. Circumstances, of quite an exceptional character had, in fact, recently drawn his attention away from the business of the Conference.

The Delegate of France went on to say that he had retained Article 8 of the Stipulations of Mr. Aoki because of the advantage which this Article possessed of doing away with the necessity of a summary judgment, that is to say of the *exequatur*. He had, however, intended to take it simply as the basis of a more extensive proposition, which would have had for its object the direct execution of judgments.

In point of fact what was the principal, not to say the only object of the draft stipulations which the Conference was examining? To make preparations for, and to facilitate the transition between the present jurisdictional system and that which would follow at the expiration of three years. He was afraid that the method of executing judgments advocated by the honorable Delegate of Italy was not altogether of a nature to assist in the realization of his object.

11

trôler, avant de leur donner force exécutoire dans les concessions, les jugements rendus par les tribunaux japonais, on s'expose à créer des difficultés sérieuses. Il peut arriver, en effet, qu'un tribunal consulaire soumette à un examen un peu rigoureux un jugement émanant d'un tribunal japonais. Et si ce même tribunal consulaire rend plus tard un jugement qui doit, à son tour, recevoir l'exequatur d'un tribunal japonais, il est à craindre que ce jugement ne soit l'objet d'une analyse plus méticuleuse encore. De là à une situation tendue entre les deux juridictions il n'y a pas loin, et ce seront les étrangers qui supporteront les conséquences finales de cet état de choses, attendu qu'à l'expiration de la période de trois ans, qui aurait été alors qualifiée bien à tort de préparatoire, ils risqueraient de se trouver en présence de juges mal disposés.—Il ne faut point perdre de vue, d'ailleurs, que les jugements des tribunaux japonais seront rendus avec l'assistance de juges étrangers; et bien qu'on ignore encore quelles seront les règles qui présideront à la répartition et au choix de ces juges, la Conférence doit, *a priori*, avoir en leur science juridique assez de confiance pour ne pas supposer qu'ils puissent concourir à la rédaction de sentences qui ne respecteraient point les principes d'ordre public.

Au moment où il s'agit précisément d'effacer autant que possible les barrières qui séparent la juridiction consulaire de la juridiction japonaise, la condition du contrôle préalable et réciproque des jugements aurait pour effet d'élever une barrière nouvelle. On a même été jusqu'à prononcer à ce propos le mot d'extradition. Or, sans tenir compte même de l'impossibilité où se trouvent la plupart des Puissances d'extrader leurs nationaux, il ne semble pas qu'il puisse être ici question d'extradition.—En Chine, où les concessions constituent en réalité des territoires tout-à-fait distincts, possédant leur autonomie municipale, ayant leur police particulière, l'extradition pourrait avoir une raison d'être qu'elle n'a pas au Japon, où les concessions se trouvent dépendre jusqu'à un certain point du Gouvernement local et placées sous la protection de sa police.

On pourrait, toutefois, en n'accordant pas aux

In entrusting to Consular Courts the duty of examining judgments rendered by Japanese Courts before giving them executive force in the settlements, the risk was incurred of creating serious difficulties. It might happen, in fact, that the Consular Court might examine rather rigorously a judgment emanating from a Japanese Court; and if the same Consular Court delivered later on a judgment which required in its turn to receive the *exequatur* of a Japanese Court, it was to be feared that this judgment would be subjected to an examination still more minute. From this point to one at which the relations of the two jurisdictions would be strained was not far, and it was foreigners who would have to bear the final consequences of this state of things, seeing that at the expiration of the period of three years,—which would then have been quite wrongly termed one of preparation,—they would run the risk of finding themselves before judges ill-disposed toward them. Moreover, the fact must not be lost sight of that the judgments of Japanese Courts would be delivered with the assistance of foreign judges, and although the rules which would govern the distribution and selection of those judges were still unknown, the Conference ought, *a priori*, to have sufficient confidence in their judicial knowledge to refrain from supposing that they could concur in the delivery of judgments in which no respect was paid to the principles of public order.

At the very moment when it was a question of effacing as much as possible the barriers which separated Consular and Japanese jurisdiction this condition of the preliminary and reciprocal examination of judgments would have the effect of creating a new barrier. The word extradition had even been pronounced in this connection. Without taking into account the fact that the majority of the Powers were unable to extradite their nationals, it did not seem as if there could be here any question of extradition. In China, where the settlements constituted in reality quite distinct territories, possessing their municipal autonomy and their own police, extradition might have a *raison d'être* which it had not in Japan where the settlements were, to a certain extent, dependent upon the local authorities and were placed under the protection of its police.

One might, nevertheless, by not according to

the words their judicial meaning, maintain that to a certain extent all the Powers had, in advance, so to speak, extradited their nationals from the moment that they had consented to place them under the civil and criminal law of Japan throughout the whole of the Empire, at the same time as they decided that Consular jurisdiction should be exercised only within the narrow limits of the settlements.

Under these circumstances the most advantageous solution of the problem would be to lay down the principle of direct execution; namely, to provide that a Consular judgment should be carried out directly by the Consul who had delivered it, even outside of treaty limits, with the assistance of the local authorities, if such assistance should be necessary, such execution to be reciprocal, and to be conducted without previous examination.

With regard to paragraph I of Article 3, which was the reproduction of an amendment proposed by the honorable Second Delegate of Germany, the Delegate of France pointed out that this paragraph after enunciating the principle that in criminal matters jurisdiction would be determined by the place where the offence was committed, added that the offender might elude this jurisdiction if he was sufficiently nimble. In other words it invited a foreigner who had committed an offence in the interior of the country to take refuge in the settlements; it offered a premium on flight. He did not think that this was altogether a legal conception.

This Article, however, which, allowed an offender to change his jurisdiction by a rapid flight before the opening of proceedings against him, ought at least to say what would happen in a case where such an offender escaped from prison in order to seek refuge in a settlement. No provision seemed to have been made for this case.

Mr. Zappe apologizing for interrupting the Delegate of France observed that the insertion of the two words "*or during*" before the word "*proceedings*" in the English text of the paragraph in question would he thought meet all requirements. It was obvious that these words had only been omitted through inadvertence.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that it would be more simple still, in order to avoid all confusion, to omit the passage "before the opening

soient commencées contre lui.”—

De même, le paragraphe 2 de l'article 4, relatif à l'exécution, a besoin d'explication. Ce paragraphe porte que: "En matière pénale, "la forme et les conditions ci-dessus énoncées "devront être observées avant d'exécuter la "sentence, ou avant que le condamné soit remis "au tribunal.....," etc.—Où donc suppose-t-on que se trouve le condamné pour qu'il doive être "remis".....cte? S'il s'est réfugié dans une concession, il ne relève plus que de son propre tribunal, et s'il est dans une prison japonais, en dehors de la concession, il n'a pas à être livré aux autorités japonaises, puisqu'il se trouve entre leurs mains. L'orateur ne saisit pas le sens de cette dernière disposition.

Mais il ne croit pas nécessaire de poursuivre ces critiques. Il se bornera à faire cette remarque générale qu'on se trouve en présence d'un état de choses exceptionnel qui échappe, pour ainsi dire, à l'application des principes de juridiction strictement entendus. Son honorable collègue M. Hannen ne le contredira pas sur ce point, il ose en exprimer l'assurance. C'est donc à un point de vue exclusivement pratique qu'il faut envisager cette situation, en tenant compte des circonstances dans lesquelles elle se présente. En un mot, il s'agit de ménager, dans les conditions les plus satisfaisantes possibles, la transition entre l'état de choses actuel et le régime définitif qui lui succédera. Or, l'orateur répète qu'il craint que la proposition de M. de Martino, si conforme qu'elle soit aux principes, si on se place à un point de vue spécial, ne donne lieu à des difficultés par la condition qu'elle pose d'un jugement sommaire prononcé par le tribunal consulaire pour rendre exécutoires les jugements japonais. Pour ne citer qu'un exemple, ces jugements sommaires seront-ils susceptibles de recours? Si oui, il faudra donc porter l'appel en Italie pour les tribunaux consulaires italiens, ailleurs pour les autres? Que de complications à prévoir,—et cela pour trois ans!

of proceedings.”

In the same way paragraph 2 of Article 4, which related to the execution of sentences needed explanation. This paragraph stated that "in criminal cases the form and conditions "above enumerated should be observed before "executing the sentence or handing over a convicted criminal to the Court which had sentenced him for the execution of the sentence." Where was it supposed that the convicted criminal was in order that he should be "handed over" etc? If he had taken refuge in a settlement he was amenable only to the Court of his own nationality, and if he was in a Japanese prison outside the settlement, he did not require to be handed over to the Japanese authorities because he was already in their hands. The Delegate of France failed to grasp the meaning of this last provision.

He was of opinion, however, that it was unnecessary for him to continue these criticisms any further. He would only make this general remark, that the state of things by which they were confronted was exceptional, and did not lend itself to the application of strict principles of jurisdiction. He felt confident that his honorable Colleague, Mr. Hannen, would not contradict him on this point. The situation was one which ought to be regarded from a purely practical point of view, and the circumstances under which it presented itself ought to be taken into consideration. In a word what had to be done was to arrange in the most satisfactory manner for the transition from the present state of things to the definitive system which would succeed it. He must repeat that he was afraid that the proposition of Mr. de Martino, however well, regarded from a certain point of view, it might agree with legal principles, would give rise to difficulties because it made the execution of Japanese judgments conditional on the delivery of a summary judgment by a Consular Court. To cite only one instance of the difficulties which might arise, would these summary judgments be subject to appeal? If so, it would be necessary to carry the appeal to Italy in the case of Italian Consular Courts, and elsewhere in the case of the Courts of other nationalities. How many complications might not be expected to arise, and all this for a period of three years!

M. Sienkiewicz ajoute qu'il avait préparé un projet d'amendement; mais la plupart de ses Collègues paraissent décidés à accepter l'amendement de M. de Martino, il s'abstiendra de déposer sa proposition et se contentera d'en donner lecture, afin de mieux préciser sa manière de voir. Il fera remarquer, d'ailleurs, que ce projet est beaucoup plus radical que celui de l'honorable Délégué d'Italie, car il lui avait paru qu'à une situation exceptionnelle devait correspondre des mesures non moins exceptionnelles.

Le Délégué de France donne alors lecture du projet suivant:

"L'exécution des jugements rendus par les "tribunaux japonais aura lieu, dans tous les cas, "et même, s'il y a lieu, à l'intérieur des limites "conventionnelles, en dehors de toute action "administrative, consulaire ou autre, et sur "l'ordre de la Cour ou du tribunal. Elle sera "effectuée par les officiers de justice de la Cour "ou du tribunal avec l'assistance de la force "publique, si cette assistance est nécessaire.

"Réciproquement, les Consuls.....pourront "procéder directement et sans aucune entrave, "même en dehors des limites conventionnelles, "à l'exécution des jugements régulièrement "rendus par les tribunaux de leur nationalité, "sur tout le territoire japonais; les autorités "locales devront, si elles en sont requises par "les Consuls....., leur prêter à cet effet "aide et assistance.

"Les mandats d'arrestation lancés par un "tribunal compétent, japonais ou consulaire, "contre un sujet ou citoyen....., seront "exécutoires suivant les mêmes règles que les "jugements.

"Il reste, d'ailleurs, entendu que toutes les "fois que l'autorité locale devra pénétrer pour "une cause quelconque, conformément aux "termes de la présente Convention, dans un "domicile....., à l'intérieur des limites "conventionnelles, elle ne pourra le faire "qu'avec l'intervention du Consul de la nationalité dudit domicile, à moins qu'il n'y ait "péril en la demeure."

M. de Martino prononce le discours suivant: "Je crois qu'il est de mon devoir de prendre "de nouveau la parole pour défendre ma "proposition.

"J'ai suivi avec attention le savant et "éloquent discours de l'honorable Délégué de

Mr. Sienkiewicz added that he had prepared a draft amendment, but as most of his Colleagues seemed to have made up their minds to accept the amendment of Mr. de Martino, he would abstain from laying his proposition on the table, and would content himself with reading it, in order to give a clearer expression of his views. He would moreover observe that this proposal was much more radical than that of the honorable Delegate of Italy, for it had appeared to him that an exceptional situation ought to be met by measures no less exceptional.

The Delegate of France then read the following proposition:

"The execution of judgments rendered by "Japanese Courts shall take place in all cases, "even within treaty limits should it be necessary, independently of all Consular or other "administrative action, and upon the order of "the Court. It shall be enforced by the officers of justice of the Court, with the assistance of the police necessary.

".....Consuls shall, reciprocally, be at liberty to carry out directly and without any "restrictions, even outside of treaty limits, judgments delivered in regular form by the Courts "of their nationality, throughout the whole "of Japanese territory; the local authorities "shall, if requested by Consuls, give "them their assistance for this purpose.

"Warrants of arrest issued by a competent "Court, whether that Court be a Japanese or "a Consular Court, against asubject or "citizen shall be executable according to the "same rules as those which govern judgments.

"It is, however, understood that every time "that the agents of the local authority have "cause to enter a residence within treaty limits for any reason whatever, in accordance "with the terms of the present Convention, "they can do so only with the intervention of "the Consul of the nationality to which the "occupier of the residence belongs, except in "case of emergency.

Mr. de Martino made the following speech: "I think it is incumbent upon me to address "the Conference again in favor of my proposition.

"I have followed attentively the very able "and eloquent speech of the honorable Delegate

"France, et bien que ses conclusions soient opposées aux miennes, il me paraît que je pourrais tirer profit de nombre de ses arguments qui me semblent venir à l'appui de ma proposition. N'ai-je pas, par exemple, insisté sur les différences qui existent entre la situation de nos tribunaux en ce pays et leur situation ailleurs? N'ai-je pas eu soin de signaler la distinction entre la position privilégiée dont jouissent les étrangers au Japon et les conditions de l'extraterritorialité telles qu'elles existent dans les pays auxquels a fait allusion notre honorable Collègue? Ne me suis-je pas appuyé sur ces différences fondamentales? Je ne puis qu'insister encore sur les idées que j'ai déjà, à cette séance même, eu l'honneur d'exposer à la Conférence.

"L'argument principal de notre honorable Collègue est celui-ci, ce que dont nous nous occupons, ce que nous travaillons à préparer, c'est la transition de l'état actuel à l'état définitif. En réponse à cet argument, je me permettrai de faire valoir les considérations suivantes. "Quel est, en réalité, le motif qui nous fait conserver pendant la période de trois ans les tribunaux consulaires? Si nous, en agissons ainsi, c'est pour obvier aux inconvénients et aux dangers d'une transition qui, sans cela, se ferait violemment; c'est pour faciliter les débuts de la grande réforme, et aussi pour préparer les étrangers au changement prochain qui exercera une certaine influence sur leur position et leurs intérêts. Les nécessités de la situation qui naîtra de la réforme judiciaire doivent-elles être traitées d'une manière qui pourrait donner et aux indigènes et aux étrangers l'impression tout au moins, sinon la croyance, qu'ils n'ont pas à attendre, ceux-ci la protection, ceux-là les garanties qu'ils trouveraient dans un autre pays? Devons-nous inaugurer l'ère nouvelle par des récriminations et par des méfiances? Faut-il compromettre le but même de la création de la période de trois ans? Le Japonais n'aurait plus de confiance dans son propre tribunal, ni l'étranger dans le sien, et les jugements de l'un, exécutés par l'autre, paraîtraient imparfaits, et comme s'ils n'avaient pas reçu leur sanction légitime. Tant que les deux juridictions subsisteront ensemble, elles doivent exister côte à côte, sans subordination, sans abdication de l'une au profit de l'autre. Je

"of France; and, although his conclusions are opposed to mine, it appears to me that I could avail myself of many of his arguments as I believe that they support my proposition. "Have I not for example laid stress on the different positions of our tribunals in this country and our tribunals elsewhere? Have I not been careful to point out the difference between the privileged position of Foreigners in Japan and the conditions of extraterritoriality as they exist in the countries alluded to by our honorable Colleague? Have I not taken my stand on these fundamental differences? I can only insist upon the views which I have at this very sitting expressed to the Conference.

"The main argument of my honorable Colleague is that we are dealing with and providing for the transition from the present situation to the definitive state of things which is to follow. In reply to this argument I may be allowed to advance the following considerations.

"What is really the object of maintaining Consular Courts for the period of three years? "It is to obviate the inconveniences and the dangers of what would otherwise be a violent transition; it is to facilitate the introduction of the great reform and also to prepare individuals for the approaching change which will affect their position and interests. Are the requirements of the situation which will be created by this jurisdictional reform to be handled in such a way as to convey both to natives and foreigners the impression, if not the belief, that they are not to be guaranteed in the one case, or protected in the other, to the extent that would be the case if they were in another country? Are we to inaugurate the new era with recriminations and distrust? "Is the realization of the very object itself of the three years, period to be imperilled? The Japanese would under such circumstances regard his own court, and the foreigner his own tribunal, without confidence, and the sentences of each, when executed by the other, would appear imperfect and as if they had not received their legitimate sanction. As long as the two jurisdictions exist side by side, they must be maintained without any subserviency or abdication of authority on the part of either. I do not

"n'hésite pas à déclarer que si j'avais à conclure pour mon pays une convention dans d'autres conditions, une de ces conventions que nous nommons 'd'Établissement,' je ne me croirais pas aussi complètement obligé d'insister sur la proposition que j'ai soumise à cette Conférence. Mais c'est précisément parce que je me trouve en face des difficultés d'une période de transition délicate, difficultés aggravées encore par un sentiment d'incertitude, encore bien qu'il ne soit pas fondé, dans les esprits du plus grand nombre, au moment où des institutions nouvelles vont être établies, au moment où l'ancien monde et le nouveau monde du Japon vont entrer en contact, c'est précisément, dis-je, à cause de cette situation, qu'il est nécessaire d'insister sur le maintien des dispositions que nous stipulons avec d'autres pays indépendants pour l'exécution par une juridiction des jugements de l'autre.

"Quoi qu'on puisse dire, les deux juridictions seront représentées par des tribunaux étrangers les uns aux autres; nul ne peut nier qu'un jugement rendu par un tribunal d'une juridiction ne doive être pour les tribunaux de l'autre un jugement étranger, et c'est le mode d'exécution de ce jugement étranger que la Conférence est appelée à régler. Afin de défendre en un langage de plus de poids que mes propres paroles le moyen terme entre des débats et un jugement nouveaux, et la seule apposition de cachets et d'une signature, une simple formule d'exécution, je demanderai qu'il me soit permis de faire quelques brèves citations, montrant comment la jurisprudence s'est prononcée sur la question que nous discutons.

"M. Marcadé (j'emprunte mes citations à des auteurs français) dit :

"Mais comment le tribunal rendra-t-il exécutoire le jugement étranger? S'agit-il d'un simple *visa*, d'un ordre d'exécuter que mette au bas du jugement le Président du tribunal, comme cela se pratique pour rendre exécutoire une sentence arbitrale, ou bien faudra-t-il de nouveau débattre la question et plaider l'affaire?—Nous n'hésitons pas à répondre que ni l'un ni l'autre de ces deux modes ne devra être suivi.—Et d'abord, il ne s'agit point d'un simple *visa*, d'une simple ordonnance d'exequatur; car la pensée du législa-

"hesitate to confess that if I were to conclude a Convention on behalf of my country under different circumstances,—a 'Convenzione di Stabilitimento, as we name it,—I should not feel myself under so strong an obligation to insist upon the proposition I have submitted to this Conference. But it is precisely because I find myself confronted by the difficulties of a delicate transitional period,—aggravated, as they will be, by a feeling of uncertainty, groundless though it may be, in the minds of many,—during which new institutions are about to be established, and the old and the new world of Japan are about to come into contact,—it is in this situation more especially that it is necessary to insist upon the maintenance of those provisions for the execution of the sentences of one jurisdiction by the other for which we stipulate with other independent countries.

"Whatever may be said, the two jurisdictions will be represented by tribunals foreign to each other; nobody can deny that a sentence passed by the one will, as far as the other is concerned, be a foreign sentence, and it is the execution of this foreign sentence which this Conference is called upon to regulate. In order that I may defend in stronger language than my own the middle course between a new trial and judgment and a single affixture of seals with the signature, a simple formula of execution. I beg to be allowed to make a few short quotations showing how jurisprudence has ruled on the question we are discussing.

"Mr. Marcadé (I quote from French authors) says:

"But how will the Court render executable the foreign judgment? Will a simple *visa*, an order for execution, placed by the President of the Court at the bottom of the judgment, as is done in order to render executable the decision of an arbitrator, be sufficient, or will it be necessary to go into the question all over again and to recommence the pleadings? We do not hesitate to answer that neither one nor the other of these methods ought to be followed. First of all, there can be no question of a simple *visa*, of a simple

“teur n'a pas pu être de faire du pouvoir
“judiciaire une machine imprimant aveuglé-
“ment la force exécutoire aux jugements
“étrangers.—Mais il ne peut pas être question
“non plus d'examiner à nouveau le fond de
“l'affaire, de débattre une seconde fois la con-
“testation. En effet, dire qu'il faut de nou-
“veau débattre le fond de l'affaire pour que
“les juges apprécient le mérite de la première
“décision et puissent juger dans le même sens
“ou dans un sens contraire, c'est faire de ces
“juges un tribunal de révision devant lequel
“la chose qui était jugée cesse de l'être, et est
“remise en question; c'est-à-dire que le juge-
“ment étranger est non avenu.”

“M. Boitard ajoute :

“Suit-il de là qu'il n'y ait ici qu'une simple
“formalité, et que le tribunal, une fois con-
“vaincu de l'authenticité du jugement étran-
“ger, doive y apposer la formule exécutoire,
“comme s'il s'agissait d'un jugement arbitral?
“Non certainement, et il y a entre les deux
“opinions un terme moyen facile à saisir.”

“C'est ce terme moyen que j'ai proposé à la
“Conférence.

“Je terminerai par une observation à l'adresse
“des Délégués japonais. J'attire de nouveau
“leur attention sur le fait que la réciprocité est
“stipulée, et que, par conséquent, si j'ai défendu
“ce que je considère comme les prérogatives de
“nos tribunaux, eux, de leur côté, conservent
“intacts la dignité et quelques uns des attributs
“souverains les plus importants de leurs propres
“tribunaux dans leur propre pays.

“Je laisse à l'honorable second Délégué
“d'Allemagne le soin de défendre son amende-
“ment, et je ne doute pas que le savoir et l'ex-
“périence du second Délégué d'Angleterre ne
“le mettent à même de répondre aux objections
“d'une nature plus spéciale qui ont été faites à
“l'Article 4.”

M. Schévitch approuve la compilation de
l'honorable Délégué d'Italie; il désirerait
toutefois apporter une légère modification au
deuxième alinéa de l'Article 4, qui est ainsi
conçu: “En matière pénale, la forme et les
“conditions ci-dessus énoncées devront être
“observées avant d'exécuter la sentence ou avant
“que le condamné soit remis,.....” etc.—Le
changement que propose le Délégué de Russie
consisterait seulement à substituer aux mots:

“order of *exequatur*, for the intention of the
“legislator cannot have been to make the
“judicial power a machine printing blindly
“executive force upon foreign judgments. Nei-
“ther can it be a question of examining all
“over again the whole case, of discussing a
“second time the dispute. To say, in fact,
“that the whole question must be gone into
“all over again, in order that the judges may
“appreciate the merits of the original judgment,
“and may give decision either in the same
“sense or in a contrary sense, is to constitute
“these judges a Court of revision before which
“the case which was decided ceases to be so
“and becomes reopened; it is to say that foreign
“judgments are null and void.”

“Mr. Boitard adds: ‘Does it follow from this
“that this is only a simple formality, and that
“a Court once convinced of the formality of a
“foreign judgment ought to attach to it the
“executory formula, as if it were the decision of
“an arbitrator? Certainly not; and there is
“between the two opinions a middle course,
“the nature of which it is easy to apprehend.’
“This is the one I have proposed to the
“Conference.

“I will conclude with a remark addressed to
“the Japanese Delegates. I beg to call their
“attention again to the fact that reciprocity is
“stipulated, and that therefore, if I have
“defended what I considered the prerogatives
“of our tribunals, they can maintain the dignity
“and some of the most important sovereign
“attributes of their own Courts in their own
“country.

“I leave to the honorable Second Delegate
“of Germany the defense of his amendment,
“while I feel sure that the learning and
“experience of the Second Delegate of England
“will enable him to answer the special objections
“made to Article 4.”

Mr. Schévitch approved of the compilation
of the honorable Delegate of Italy. He wished,
however, to see a slight alteration made in the
second paragraph of Article 4, which read as
follows: “In criminal cases the form and
“conditions above enumerated shall be observed
“before executing the sentence or handing over
“a convicted criminal” etc. The change
proposed by the Delegate of Russia consisted
simply in substituting for the words “before

“..... avant d'exécuter la sentence.....”, les
mots “.....avant que la sentence ne soit exécutée
“par le tribunal étranger ou consulaire compé-
“tent dans les limites conventionnelles”.....etc.

L'orateur ajoute que ce n'est là qu'une simple
modification de rédaction qui n'affecte en rien
le sens de l'article, et qui aurait pour effet de le
rendre plus clair.

M. Zappe dit que, pour répondre aux obser-
vations de l'honorable Délégué de France
relatives au paragraphe I de l'Article 3, il
proposera d'insérer simplement dans le texte
anglais, avant le mot “*proceedings*” les deux
mots “*or during*”, attendu, comme l'orateur l'a
déjà fait remarquer, que ces mots ont été omis
par inadvertance. Le paragraphe prendrait
alors la forme suivante:

“En matière pénale, la juridiction sera
“déterminée par le lieu du délit; et au cas où
“le délinquant, avant que les poursuites ne
“soient commencées, ou lorsqu'elles le sont
“déjà, viendrait à s'échapper, par le lieu de son
“arrestation.”

M. Sienkiewicz dit avoir écouté avec attention
la lecture fait par l'honorable Délégué d'Italie
de divers extraits d'ouvrages de jurisconsultes
concernant l'exécution des jugements étrangers.
Mais il ne se rend pas bien compte de l'appli-
cation des opinions, d'ailleurs indiscutables,
émises par ces jurisconsultes. Il est élémentaire
qu'en aucun pays les jugements étrangers ne
sont exécutoires de plein droit. Ces jugements
doivent recevoir des tribunaux locaux la force
exécutoire qui leur manque, et parfois même
l'examen dont ils sont l'objet ne se borne pas à
la forme et doit porter également sur le fond.
Mais, au Japon, en sera-t-il de même? La
solution de la question repose sur le point
suivant: Veut-on considérer les concessions
comme constituant des fractions, des parcelles de
territoire étranger enclavées dans le territoire
japonais et n'ayant avec celui-ci rien de com-
mun? Si oui, il est hors de doute qu'aucun
jugement japonais ne saurait être exécutoire de
plein droit dans une concession; mais alors il
faut aller jusqu'au bout des conséquences du
principe, et, en ce qui concerne les témoins, par
exemple, pour ne rester que sur le terrain
judiciaire, il faut recourir aux commissions
rogatoires, la citation directe ne pouvant avoir
lieu d'un pays à l'autre.

“executing the sentence” the words before the
“sentence is executed by the competent foreign
“or Consular Court within treaty limits,” etc.

Mr. Schévitch added that this was merely
an alteration in the wording, which affected in
no way the sense of the Article, and which
would have the effect of making it clearer.

Mr. Zappe said that, in reply to the remarks
of the honorable Delegate of France with
reference to paragraph I of Article 3, he would
simply beg to propose that the words “*or during*”
be inserted in the English text before the word
“*proceedings*,” inasmuch as they had, as had
already been stated, been inadvertently omitted.
The paragraph would then read as follows:

“In criminal matters the jurisdiction shall
“be determined by the place of commission;
“but in the event of the offender escaping before
“the opening of (or during) the proceedings, by
“the place of his arrest.”

Mr. Sienkiewicz said that he had listened
with attention to the reading by the honorable
Delegate of Italy of various extracts from the
works of jurists relative to the execution of
foreign judgments. He did not quite apprehend,
however, how the opinions pronounced by these
jurists, indisputable as they were, were applicable
to the present situation. It was an elementary
principle that in no country were foreign
judgments executable in their own right. It was
necessary for those judgments to receive from
the local Courts the executable force which they
lacked; and sometimes even the examination
to which they were subjected was not a mere
formality, and was directed equally to the
substance of the judgments. But would it be
the same in Japan? The solution of the question
depended upon the following point. Were the
settlements to be considered as constituting
fractions or strips of foreign territory enclosed
in Japanese territory, and having nothing in
common with the latter? If so, it was beyond
doubt that no Japanese judgment would be
executable in a settlement in its own right; but
in that case it would be necessary to go as far
as the consequences of this principle led, and,
with regard to the summoning of witnesses, for
instance, not to go beyond the sphere of judicial

Mais il est évident, et les pouvoirs conférés à la police locale dans les limites conventionnelles suffisent à le prouver, que l'extraterritorialité au Japon n'est pas susceptible d'une interprétation aussi stricte. Elle s'étend aux personnes, aux domiciles des étrangers, mais non au territoire, et les concessions ne sont que des portions de territoire japonais où les étrangers jouissent de certains privilèges; tel est le principe d'après lequel on doit se guider. La situation n'est donc pas une situation *juridique*, mais bien seulement une situation *de fait*, dont la durée même est désormais restreinte à des limites étroites, et la Conférence sait bien que si elle élevait aujourd'hui une forteresse pour y abriter les privilèges des étrangers, cette forteresse serait destinée à s'écrouler demain. Ce sont ces considérations qui avaient conduit le Délégué de France à préconiser le système de l'exécution directe; mais du moment où plusieurs de ses Collègues croient pouvoir affirmer que leur législation nationale leur interdit d'accepter un régime semblable, il a déjà dit, et il répète, qu'il n'insistera pas sur ce point.

M. Hannen déclare que le premier Délégué de Grande-Bretagne et lui-même se rallient avec satisfaction à l'amendement proposé par l'honorable Délégué de Russie au second paragraphe de l'Article 4 du projet de Stipulations en discussion. Ils reconnaissent, en effet, que la rédaction suggérée par M. Schévitch est préférable comme clarté à celle du projet.

En ce qui concerne les critiques formulées par l'honorable Délégué de France sur l'Article 3, l'orateur juge que l'honorable Délégué d'Italie et le second Délégué d'Allemagne y ont suffisamment répondu. Pour ce qui est de l'Article 4, tout en reconnaissant volontiers la perspicacité et l'habileté dont témoignaient les arguments invoqués par M. Sienkiewicz, il considère qu'il importe de ne pas perdre de vue le fait que les règlements que la Conférence s'occupe de préparer ne sont destinés qu'à prévoir les cas qui sont vraisemblablement susceptibles de se présenter pendant la période transitoire de trois ans. L'arrangement à faire

matters, it would be necessary to have recourse to commissions for taking evidence, the summoning of witnesses from one country to another being a matter of impossibility.

It was clear, however, that the powers conferred on the local police within treaty limits were sufficient to prove the fact that extra-territoriality in Japan was not susceptible of such strict interpretation. It extended to persons, and to the residences of foreigners, but not to territory, and the settlements were only portions of Japanese territory where foreigners enjoyed certain privileges; this was a principle which ought to be followed. The situation therefore was not a legal one, but simply, a situation *de facto*, the duration of which was henceforth reduced to narrow limits, and the Conference was well aware that if it raised a fortress to day for the protection of foreigners, that fortress would crumble away tomorrow.

These were the considerations which had led the Delegate of France to advocate the system of the direct execution of judgments; but since several of his Colleagues were of opinion that their national legislation prevented them from accepting a system of this kind, he had already said, and he would repeat, that he should not insist upon the point.

Mr. Hannen begged to observe that the First Delegate of Great Britain and himself had much pleasure in agreeing to the amendment proposed by the honorable Delegate of Russia in the second paragraph of Article 4 of the Draft Stipulations now under consideration, as they recognized that the wording suggested by Mr. Schévitch was preferable in point of clearness to that of the present draft.

With regard to the criticisms passed by the honorable Delegate of France on Article 3, he was of opinion that these had been fully answered by the honorable Delegate of Italy and the honorable Second Delegate of Germany. In so far, however, as Article 4 was concerned, while he readily admitted the acuteness and ability shown in the arguments advanced by Mr. Sienkiewicz, he thought that it was desirable not to lose sight of the fact that the Conference was engaged in the preparation of regulations which were designed to meet only such cases as were likely to happen during the transitory period of years. The arrangement

doit donc avoir essentiellement le caractère d'un compromis, et ne saurait offrir cet ordre logique et cette perfection que semble désirer l'honorable Délégué de France.

En acceptant l'Article 4 du présent projet, Sir Francis Plunkett et lui-même ont été guidés par l'importante considération que la procédure établie par cet article pour l'exécution réciproque des jugements en matière civile est précisément celle qui est suivie en Grande-Bretagne pour l'exécution des jugements émanant de tribunaux étrangers, et qu'elle est, par conséquent, de nature à rencontrer l'approbation du Gouvernement de la Reine. D'autre part, la proposition de l'honorable Délégué de France, si excellente qu'elle puisse être, diffère matériellement de la pratique suivie dans les tribunaux anglais, et, par suite, les Délégués de la Grande-Bretagne ne pourraient pas, s'ils l'acceptaient, être sûrs de l'assentiment et de l'appui de leur Gouvernement.

En ce qui touche l'exécution des jugements en matière pénale, M. Hannen voit dans la proposition soumise à la Conférence un moyen de sortir de la difficulté, et, pour la rendre claire et praticable en ce qui touche, au moins, les tribunaux britanniques, il suffit simplement que les termes du second paragraphe de l'Article 4 soient modifiés conformément à la suggestion de l'honorable Délégué de Russie.

Le second Délégué de la Grande-Bretagne fait observer, en terminant, que, dans l'opinion de Sir Francis Plunkett et dans la sienne, les dispositions contenues aux Articles 3 et 4 constituent la solution la plus pratique des questions soulevées, et qu'elles donneront à l'épreuve des résultats satisfaisants.

M. Neyt demande la permission de faire quelques observations au paragraphe I de l'Article 3.

Il lui paraît d'abord que, dans la phrase "la juridiction sera déterminée par le lieu du délit," le mot "délit," s'il est employé pour signifier les diverses catégories d'actes tombant sous la loi pénale, est insuffisant. Il serait donc désirable, à son avis, que le mot "délit" fût remplacé par le mot "infraction."

Plusieurs Délégués font observer que le mot "délit," en français, lorsqu'il est pris dans son

to be made must therefore be essentially in the nature of a compromise, and could not have that logical sequence and completeness which seemed to be desired by the honorable Delegate of France.

In accepting Article 4 of the present Draft Sir Francis Plunkett and himself were guided by the important consideration that the procedure laid down in that Article for the reciprocal execution of civil judgments was precisely that followed in Great Britain in the enforcement of the judgments of Foreign Courts, and was therefore calculated to meet with the approbation of Her Majesty's Government. The proposition of the honorable Delegate of France, on the other hand, however excellent it might be, differed materially from the practice which obtained in English Courts, and consequently the Delegates of Great Britain could not, if they accepted it, be sure of the approval and support of their Government.

With regard to the execution of criminal judgments, it appeared to him that the proposition before the Conference was a way out of the difficulty, and in order to make it clear and practicable, so far as British Courts were concerned, all that was necessary was that the wording of the second paragraph of Article 4 should be altered in accordance with the suggestion of the honorable Delegate of Russia.

The Second Delegate of Great Britain observed, in conclusion, that, in the opinion of Sir Francis Plunkett and himself, the provisions contained in Articles 3 and 4 afforded the most practical solution of the questions involved, and would be found to work satisfactorily.

Mr. Neyt asked leave to make a few observations on paragraph I of Article 3.

It appeared to him, first of all, that in the phrase "la juridiction sera déterminée par le lieu du délit" the word "délit" employed to express the various classes of acts punishable by criminal law was insufficient. It was desirable therefore, in his opinion, that the word "délit" should be replaced by the word "infraction."

Several Delegates pointed out that the word "délit" in French, when used in its wide

acception large, comme c'est ici le cas, est un terme générique qui embrasse toutes les catégories d'actes punissables.

M. Neyt poursuit en attirant l'attention sur une contradiction qui lui semble exister entre un principe précédemment énoncé et la dernière partie du paragraphe I de l'Article 3, qui porte que, au cas où le délinquant viendrait à s'échapper, la juridiction sera déterminée par le lieu de son arrestation. En votant le nouvel Article VI du projet de Convention, la Conférence avait formellement restreint aux seules concessions l'exercice de la juridiction consulaire. Or, en acceptant le passage qui précède, elle se trouverait, en fait, rendre à cette juridiction une partie des attributions qu'elle lui avait enlevées. Il résulte, en effet, de la disposition en question qu'un étranger ayant commis dans l'intérieur un crime ou un délit, et qui serait arrêté dans une concession, serait justiciable de son tribunal consulaire: mais comment ce tribunal pourrait-il avoir qualité pour juger une infraction commise en dehors des limites conventionnelles, alors que l'Article VI lui retire précisément ce droit? Le Délégué de Belgique répète qu'il y a là une contradiction qui mérite d'attirer l'attention de la haute assemblée.

Le Comte Zaluski fait observer que dans le cas auquel fait allusion l'honorable Délégué de Belgique, le délinquant se trouvera, au moment de son arrestation, dans les limites de la concession, et que, par conséquent, la juridiction du tribunal consulaire sera tout naturellement appelée à s'exercer.

M. Neyt répond que l'acte punissable n'en aura pas moins été commis en dehors du ressort restreint nouvellement assigné au tribunal consulaire. Il faudrait donc, tout au moins, soit dans la rédaction de l'Article VI, soit dans la rédaction de la stipulation actuellement en discussion, constater que l'on entend apporter une exception au principe de la limitation de la juridiction consulaire. L'orateur demande, en outre, s'il est bien entendu que c'est la loi nationale de l'infracteur qui sera appliquée.

M. Sienkiewicz remarque qu'il ne saurait exister de doute à ce sujet.

M. Neyt ajoute enfin qu'à la phrase "et au cas où le délinquant, avant que les poursuites ne soient commencées, viendrait à s'échapper" etc,

meaning, as was the case in the present instance, was a generic term which comprised all classes of punishable acts.

Mr. Neyt proceeded to draw attention to a contradiction which seemed to him to exist between a principle previously enunciated and the last portion of paragraph I of Article 3, which stated that, in the event of the delinquent having escaped, the jurisdiction would be determined by the place of his arrest. In voting the new Article VI of the Draft Convention, the Conference had formally restricted the exercise of Consular jurisdiction to the settlements only. If the Conference accepted the above mentioned passage it would be giving back to that jurisdiction a portion of the authority which it had taken away from it. It followed, in fact, as a result of the provision in question that a foreigner who had committed a crime or an offense in the interior, and who was arrested in a settlement, would be amenable for trial to his Consular Court; but how could that Court be qualified to judge an offense committed outside treaty limits, when Article VI expressly withheld from it this right? The Delegate of Belgium must repeat that here there was a contradiction which deserved the attention of the high Assembly.

Count Zaluski pointed out that, in the case to which the honorable Delegate of Belgium had alluded, the delinquent would be at the moment of his arrest within the limits of the settlement, and that consequently the Consular Court would quite naturally be called upon to exercise jurisdiction.

Mr. Neyt replied that the punishable act would none the less have been committed outside the restricted district newly assigned to the Consular Court. It ought at least to be stated either in the wording of Article VI, or in the wording of the stipulations now under discussion, that it was intended to make an exception to the principle of the limitation of Consular jurisdiction. He asked, moreover, whether it was clearly understood that, in the case in question, it was the national law of the offender which would be applied.

Mr. Sienkiewicz observed that there could be no doubt on this point.

Mr. Neyt added, in conclusion, that, in his opinion, it was desirable to substitute for the phrase "but in the event of the offender escap-

il propose de substituer la rédaction suivante qui lui semble plus simple, plus claire, et en même temps plus complète: ".....et au cas où le délinquant se soustrairait par la fuite aux poursuites,....." etc.

M. Hubbard fait observer qu'il approuve l'amendement proposé par l'honorable Délégué de Russie au second paragraphe de l'Article 4, parce que, à son sens, cette modification rend la rédaction plus claire. Il fait connaître que, pour sa part, il acceptera les Articles 3 et 4 sous leur forme amendée, par manière de compromis. Il considère l'Article 4, sous sa forme actuelle, comme une concession au principe soutenu par plusieurs des Puissances signataires en ce qui concerne l'extradition. La ligne de conduite suivie par les Etats-Unis, cependant, ne repose pas sur le même principe. Les Etats-Unis ont des traités d'extradition avec la plupart des Puissances civilisées, et les dispositions de ces traités sont appliquées, de même que le sont les jugements civils étrangers, par les tribunaux américains conformément à quelques règles bien connues qui n'ont pas égard à ce principe. Le Délégué des Etats-Unis, n'a, par conséquent, pas besoin d'insister sur les modifications introduites aux Articles 3 et 4 sous leur forme nouvelle, et qui sont nécessaires pour que ces articles puissent être acceptés par plusieurs de ses honorables Collègues; mais il n'en est pas moins disposé à accepter les amendements comme constituant la solution la plus pratique de la question.

M. Hubbard apprécie le sens critique et le savoir dont témoignent les commentaires du Délégué de France sur les amendements proposés aux Articles 3 et 4; mais il ne pense pas que les suggestions de son honorable Collègue soient d'un caractère bien pratique, et, pour ce motif, il est d'avis que leur adoption n'est pas nécessaire.

M. Sienkiewicz croit devoir revenir sur une observation de l'honorable Délégué de Belgique. M. Neyt a fait remarquer qu'après avoir été restreinte, par l'Article VI de la Convention, aux seules limites des concessions, la juridiction consulaire se trouvait pour ainsi dire ramenée au même point qu'auparavant par le fait qu'on lui attribue, en vertu de l'Article 3 des Stipulations annexes, le jugement des actes délictueux commis dans l'intérieur de l'Empire par des étrangers qui se seraient

"ing before the opening of proceedings etc," the following wording, which seemed to him to be simpler, clearer, and more complete: "and in the event of the offender eluding prosecution "by flight etc."

Mr. Hubbard observed that he approved of the amendment proposed by the honorable Delegate of Russia in the second paragraph of Article 4, because, in his opinion, it made the wording clearer. He desired to say that, for his part, he would accept Articles 3 and 4 in their amended form as a compromise. He regarded Article 4, as it now stood, as a concession to the principle maintained by several of the Treaty Powers with reference to extradition. The rule to which the United States adhered was not however based upon the same principle. The United States had extradition treaties with most civilized Powers, and the provisions of those treaties were carried into effect, just as foreign civil judgments were also enforced by United States Courts, in accordance with a few well known rules which took no note of that principle. It was not necessary for the Delegate of the United States, therefore, to insist upon those modifications which were embodied in Articles 3 and 4, as amended, and which were necessary to the acceptance of those Articles by several of his honorable Colleagues, but he would none the less willingly accept the amendments as the most practicable solution of the question.

Mr. Hubbard appreciated the critical acumen and learning which the comments of the Delegate of France upon the proposed amendments of Articles 3 and 4 displayed; but he did not think that the suggestions of his honorable Colleague were altogether of a practical nature, and, for that reason, he was of opinion that it was not necessary to adopt them.

Mr. Sienkiewicz felt bound to recur to an observation made by the honorable Delegate of Belgium. Mr. Neyt had observed that Consular jurisdiction, after having been restricted by Article VI of the Convention to the limits of the settlements only was now, so to speak, taken back to the same point as before by the fact that, by virtue of Article 3 of the stipulations annexed to the Convention, Consular Courts were empowered to take cognizance of offences committed in the interior of the Em-

ensuite réfugiés dans les concessions. Cette observation est parfaitement juste. Il y a, il est vrai, une différence entre la situation qui existe aujourd'hui à cet égard, et celle qui existera demain; mais cette différence réside seulement en ceci qu'aujourd'hui l'étranger délinquant est ramené dans la concession par les agents de police, et livré par eux à son tribunal consulaire, tandis que demain cet étranger rentrera de lui-même dans la concession, précédant les agents de police qui le poursuivront et qu'il aura réussi à gagner de vitesse. Or c'est là une différence toute de fait: au fond les deux cas sont identiques puisque leurs conséquences le sont.

Le Délégué de France ajoute qu'il est un autre point qui lui paraît impliquer également contradiction.—Les concessions, d'une part, et le territoire japonais, d'autre part, constituent-ils un pays unique ou deux pays distincts? Si ce n'est qu'un pays unique, pourquoi l'exequatur des jugements? Si ce sont deux pays distincts, le délinquant fugitif se présentera dans la concession où il aura cherché asile, en voyageur et non en délinquant. Les délits commis par un individu en pays étranger ne donnent lieu à des poursuites que dans des cas et sous des conditions qui varient suivant les législations.

Le Président déclare accepter, au nom du second Délégué du Japon et en son nom personnel, les Articles 3 et 4 tels qu'ils ont été déposés sur le bureau par l'honorable Délégué d'Italie, avec les modifications suggérées par l'honorable Délégué de Russie et par l'honorable second Délégué d'Allemagne.

Il ajoute qu'il se permettra, à ce propos, quelques remarques sur une question qu'ont touchée plusieurs Délégués,—celle de l'interprétation à donner à la juridiction consulaire. Il est désireux de bien établir que le Gouvernement japonais n'a jamais, dans aucun traité conclu par lui avec une Puissance étrangère, concédé l'extraterritorialité dans le sens large dans lequel ce terme a été employé au cours de la présente séance. Une juridiction consulaire d'une certaine nature, limitée et privilégiée, a été accordée aux étrangers, mais jamais l'extrater-

ritorialité sous une forme absolue et sans restriction. pire by foreigners who subsequently had taken refuge in the settlements. That observation was perfectly just. There was, it was true, a difference in this respect between the situation which existed to-day and that which would come into existence to-morrow; but this difference lay only in the fact that to-day the foreign offender was taken back to a settlement by the police and handed by them to his Consular Court, whereas to-morrow the same foreigner would reënter the settlement of his own accord, in advance of the police officers who were in pursuit, and whom he would have succeeded in outstripping. The difference was one entirely of form. In reality the two cases were identical because their consequences were the same.

The Delegate of France added that there was another point which appeared to him to convey a similar contradiction. Did the settlements, on the one hand, and the Japanese territory, on the other, constitute one single country, or two distinct countries? If they constituted only one single country, what need was there for an *exequatur* for judgments? If they were two distinct countries, the fugitive offender would appear in the settlement in which he had sought refuge in the character of a traveler and not in that of an offender. Offences committed by an individual in a foreign country could only be prosecuted under circumstances and conditions which varied according to the different legislations.

The President stated that he accepted on behalf of the Second Delegate of Japan and himself Articles 3 and 4 as laid on the table by the honorable Delegate of Italy with the modifications suggested by the honorable Delegate of Russia and the honorable Second Delegate of Germany.

He added that he would take the opportunity to make a few remarks on a question to which reference had been made by several of the Delegates, the question, namely, as to the interpretation to be given to Consular jurisdiction. The Japanese Government, he desired to point out, had never in any Treaty which they had concluded which a Foreign Power conceded extra-territoriality in the extended sense in which the term had been employed in the course of the present meeting. Consular jurisdiction of a certain limited and privileged kind

had been granted to Foreigners, but extra-territoriality in its absolute and unrestricted form had never been conceded.

L'orateur tient à appeler l'attention sur la conception erronée qui paraît exister sur ce point, et à la rectifier, afin que cette rectification puisse figurer au protocole de la séance.

Le Président propose ensuite qu'il soit procédé au vote sur les Articles 3 et 4 tels qu'ils ont été déposés par l'honorable Délégué d'Italie, et il invite, en conséquence, les Délégués à voter par ordre d'ancienneté.

M. Sienkiewicz, bien qu'il considère que les idées qu'il a émises répondent mieux aux nécessités de la situation que celles qui ont trouvé leur expression dans le projet soumis au vote, accepte purement et simplement, pour les motifs qu'il a déjà fait valoir, les deux articles en question. Néanmoins, pour ce qui touche à la compétence en matière civile, il formulera deux observations: en matière de sociétés, il doit être bien entendu que le terme "sociétés" embrasse à la fois les sociétés civiles et les sociétés commerciales, et, en matière de succession, il doit être également bien entendu que la question de savoir quelle loi sera suivie par le tribunal de l'ouverture de la succession, sera réservée.

Le Comte Zaluski accepte.

Sir Francis Plunkett accepte.

M. Hannen accepte, mais il serait d'avis que le mot "dernier", dans l'alinéa e du paragraphe II de l'Article 3 fût supprimé. Il lui semble que la rédaction de cet alinéa serait plus claire s'il était ainsi conçu: "Dans les questions relatives aux successions, par le lieu du domicile du défunt."

M. Sienkiewicz fait observer que le texte du projet sur lequel la Conférence se prononce en ce moment ne lui ayant été remis que dans la matinée, il n'a pas eu le temps de l'examiner de près, et que l'alinéa e du paragraphe II de l'Article 3, auquel vient de faire allusion l'honorable second Délégué de Grande-Bretagne, avait échappé à son attention.

He wished to call attention to the misapprehension which appeared to exist on this point, and to correct it, in order that the rectification might be recorded in the Protocol of the present meeting.

The President added that he would propose that the vote of the Conference on Articles 3 and 4, as laid on the table by the honorable Delegate of Italy, should now be taken, and he would therefore invite each Delegate to vote in the order of seniority.

Mr. Sienkiewicz said that although he considered that the views which he had put forward answered the requirements of the situation better than those which were expressed in the proposition now submitted to the vote of the Conference, he accepted absolutely, for the reasons which he had already explained, the two Articles in question. Nevertheless, with regard to the question of competency in civil matters, he would make two observations: in cases where associations were concerned it ought to be clearly understood that the term "associations" included both civil and commercial associations; and in matters relating to deceased estates it ought to be also clearly understood that the question as to what law should be followed by the Court of the place where the inheritance arose would be reserved.

Count Zaluski accepted.

Sir Francis Plunkett accepted.

Mr. Hannen accepted but suggested that the word "last" in subhead (e) of paragraph II of Article 3 should be omitted. He was of opinion that the wording of this paragraph would be clearer if it read as follows:—"In matters relating to deceased estates by the place of domicile of the deceased."

Mr. Sienkiewicz observed that the text of the draft proposition upon which the Conference were deciding at that moment having been communicated to him only that morning, he had not had the time to examine it closely, and that subhead (e) of paragraph II of Article 3 to which the honorable Second Delegate of Great Britain had just drawn attention had escaped his notice.

Cet alinéa porte que, dans les questions relatives aux successions, la compétence sera déterminée par "le lieu du dernier domicile du défunt."

Or, il semble tout d'abord au Délégué de France qu'il y aurait des distinctions à établir en ce qui touche la valeur du terme "domicile," si souvent employé durant les derniers débats de la Conférence. En principe, les étrangers ne peuvent avoir au Japon leur domicile réel. Pour la plupart d'entre eux, ce domicile se trouve dans leur pays d'origine. Ainsi tout Français est réputé avoir son domicile en France.

Tant qu'il ne s'est agi que de fixer la compétence respective des tribunaux japonais et des tribunaux consulaires, l'emploi du terme "domicile" pour indiquer le lieu où est le centre des affaires d'un étranger, ne pouvait offrir de sérieux inconvénients.—Mais du moment que l'on touche aux successions, c'est-à-dire à une question où la loi nationale doit intervenir, le terme "domicile" doit reprendre toute sa valeur juridique.

L'alinéa e, si l'orateur en a bien compris la portée, tend, en effet, à établir implicitement d'après quelle loi sera réglée la succession d'un étranger résidant au Japon. Et il ne peut l'interpréter que de la manière suivante: "Dans les questions relatives aux successions, c'est la loi du domicile du défunt, autrement dit sa loi nationale, qui devra être suivie, notamment en ce qui touche les meubles."

M. de Martino tient à faire connaître qu'il ne voit pas d'objection à ce que le maintien du mot "dernier," dans l'alinéa e, soit facultatif. En ce qui le concerne, le Délégué d'Italie ne l'omettra point, car la présence de ce mot est en conformité avec la loi italienne. Il pense, de plus, que plusieurs de ses Collègues dont les pays ont une législation analogue à celle du sien, préféreront aussi conserver le mot.

M. de Martino ajoute qu'il n'a pas besoin de dire qu'il accepte les articles en question.

M. Neyt ne peut accepter ni l'Article 3 ni l'Article 4 sans réserves. Il pourrait, à la rigueur, les accepter purement et simplement en ce qui touche les matières civiles, mais en ce qui concerne les matières pénales, il ne peut les

This paragraph stated that in matters relating to deceased estates jurisdiction would be determined by "the place of last domicile of the deceased."

It appeared to the Delegate of France that in the first place there were distinctions to be made in regard to the force of the term "domicile" so often employed during the recent discussions of the Conference. As a matter of principle foreigners do not have their real domicile in Japan. In the case of most of them this was in their native countries. Thus every Frenchman was considered as having his domicile in France.

As long as it was a question only of determining the respective competency of Japanese and Consular Courts, the use of the term "domicile" to indicate the place where a foreigner had his residence or his principal seat of business, as the case might be, could not give rise to serious inconvenience. But the moment that one came to the question of deceased estates which was one in regard to which the national law must intervene, the term "domicile" ought to resume all its legal force.

The object of subhead (e) was, in fact, if he had clearly understood its purport, to decide tacitly according to what law matters relating to the deceased estate of a foreigner resident in Japan should be regulated. And he could only interpret it as follows:—"In matters relating to deceased estates the law to be followed, more especially in regard to personal property, was the law of the domicile of the deceased, in other words, his national law."

Mr. de Martino desired to explain that he saw no objection to the word "last" in subhead (e) being made optional. He (the Delegate of Italy) should not omit it, as the word was in conformity with Italian law. He believed, moreover, that several of his Colleagues, the legislation of whose countries was similar to that of his own, would equally choose to leave the word where it stood.

Mr. de Martino added that it was needless for him to say that he accepted the Articles in question.

Mr. Neyt could not accept either Article 3 or Article 4 without reservations. He might possibly accept them absolutely as far as civil matters were concerned, but with regard to criminal matters, he could accept both only

accepter qu'*ad referendum*.

M. Hubbard accepte.

M. von Holleben accepte.

M. Zappe accepte.

M. Schévitch accepte, en ajoutant qu'il reste entendu que si, dans l'application pratique des articles en question, il se produisait des difficultés ou des inconvénients, un arrangement ultérieur, dans chaque cas donné, sera réservé à une entente par la voie diplomatique.

M. van der Pot dit accepter les Articles 3 et 4, en tant que leurs dispositions ne sont pas en opposition avec la loi hollandaise. En ce qui concerne l'Article 4, le Délégué des Pays-Bas explique que la loi hollandaise n'admet pas l'exécution des jugements étrangers par les tribunaux hollandais. Il ne peut, par conséquent, accepter l'article que provisoirement.

A la question d'un Délégué qui lui demande s'il considère les concessions étrangères au Japon comme formant partie intégrante du royaume de Hollande, le Délégué des Pays-Bas répond qu'il ne lui appartient pas de décider dans quelle mesure les droits et privilèges dont jouissent les sujets hollandais doivent ou peuvent être maintenus dans les circonscriptions consulaires où la juridiction nationale a été concédée par traité, et qu'il lui faut laisser ce point à la décision de son Gouvernement.

M. Delavat accepte.

M. Irwin accepte.

M. Loureiro accepte.

M. Sienkiewicz dit qu'il n'insistera pas sur la question de l'*ad referendum*.

Le Président constate avec satisfaction que le vote de la Conférence est en faveur de l'acceptation des Articles 3 et 4 du projet de Stipulations. Il regrette, cependant, que l'honorable Délégué de Belgique ait cru devoir accompagner son vote de la réserve *ad referendum*. Il rappelle à M. Neyt qu'en une précédente occasion l'emploi de cette réserve a déjà donné lieu à des discussions et arrêté la marche de la Conférence. Ces difficultés ont été heureusement apaisées une première fois, et l'orateur prendra la liberté de prier l'honorable Délégué de vouloir bien choisir un autre terme pour éviter de nouvelles complications.

ad referendum.

Mr. Hubbard accepted.

Mr. von Holleben accepted.

Mr. Zappe accepted.

Mr. Schévitch accepted, but added that it was understood that, if any difficulties or inconveniences occurred in the practical application of the Articles in question, the arrangement to be effected in each case, as it arose, would be reserved for settlement by diplomatic intervention.

Mr. van der Pot said that he accepted Articles 3 and 4, in so far as their provisions did not conflict with Dutch law. In the case of Article 4 the Delegate of the Netherlands explained that Dutch law did not admit of the execution of foreign judgments by Dutch Courts; he could therefore only accept that Article provisionally.

To the query addressed to him by one of the Delegates as to whether he considered the foreign settlements in Japan to form part of the kingdom of Holland, the Delegate of the Netherlands replied that it was not within his competence to decide how far the rights and privileges enjoyed by Netherlands subjects were to be, or could be upheld within Consular districts in which national jurisdiction had been conceded by treaty, and that he was obliged to reserve that point for the decision of his Government.

Mr. Delavat accepted.

Mr. Irwin accepted.

Mr. Loureiro accepted.

Mr. Sienkiewicz said that he would not insist upon the question of the *ad referendum*.

The President observed that he noted with pleasure the fact that the vote of the Conference was in favor of the acceptance of Articles 3 and 4 of the draft stipulations. He regretted, however, that the honorable Delegate of Belgium should have thought it necessary to qualify his vote by the *ad referendum* reservation. He pointed out to Mr. Neyt that on a previous occasion the employment of this reservation had given rise to discussions and had stopped the progress of the Conference. These difficulties had been happily smoothed away on that occasion, and he would take the liberty of asking the honorable Delegate to be so good as to choose another term with a view of avoiding fresh complications.

M. Sienkiewicz fait observer qu'il avait déclaré, il n'y a qu'un instant, qu'il n'insisterait pas sur la question de l'*ad referendum*; mais du moment que le premier Délégué du Japon a jugé à propos de faire allusion à un précédent incident, en disant que les difficultés qui s'étaient élevées alors avaient été *heureusement aplanies*, le Délégué de France croit de son devoir de constater que cette dernière expression n'est pas celle dont il aurait fait usage s'il avait eu à qualifier la manière dont ledit incident avait été résolu. Il ajoute que l'honorable Délégué de Belgique aurait, à son avis, un moyen très-simple de donner satisfaction au Président sans s'engager trop complètement: il lui suffirait d'accepter, en se réservant de retirer son vote à un moment donné, puisque la Conférence, refusant de reconnaître l'*ad referendum*, admet le retrait d'un vote.

M. Neyt répond au Président qu'il a déclaré à plusieurs reprises, à cette Conférence, que toutes les propositions qu'il faisait, tous les votes qu'il émettait, toutes les initiatives qu'il prenait, étaient *ad referendum*. La situation est la même aujourd'hui; mais si, dans le cas présent, le Délégué de Belgique a tenu à rappeler formellement cette réserve générale, c'est parce qu'il considère que les articles en question contiennent des dispositions qui sont en contradiction complète avec la législation belge, et qu'il ne saurait, par conséquent, sans manquer à tous ses devoirs, laisser supposer qu'il peut engager en quoi que ce soit son Gouvernement sur une pareille question. Il ne voit pas, dès lors, comment la mention expresse de la réserve qui s'attache tacitement à tous ses votes peut provoquer des difficultés. Toutefois, si le Président a des objections à l'expression *ad referendum*, il se contentera de dire qu'il accepte sous les mêmes réserves que son honorable collègue le Délégué des Pays-Bas.

Le Président remercie M. Neyt d'avoir bien voulu lui donner une réponse qui aplanit la difficulté.

M. von Holleben propose que la discussion qui vient d'avoir lieu relativement à cet *ad referendum* soit retirée. Du moment où l'honorable Délégué de Belgique a déclaré s'associer aux réserves faites par l'honorable

Mr. Sienkiewicz observed that he had stated only a moment before that he would not insist upon the question of the *ad referendum*, but since the First Delegate for Japan had thought proper to allude to a previous incident, saying that the difficulties which had been then raised *had been happily smoothed away*, the Delegate of France felt bound to point out that this last expression was not that which he would have used if he had had to characterize the manner in which the said incident had terminated. He added that there was a very simple means by which the honorable Delegate of Belgium could satisfy the President, without binding himself too completely: it would be sufficient for him to accept, reserving the right of recalling his vote at a given moment, since the Conference, although it refused to acknowledge the *ad referendum* reservation, admitted the withdrawal of a vote.

Mr. Neyt replied to the President that he had stated on several occasions in the Conference that every proposition which he might make, every vote which he might give, and every initiative which he might take were all *ad referendum*. The situation to-day was the same, and if, in the present case, the Delegate of Belgium thought it necessary to have recourse formally to this general reservation, it was because he considered that the Articles in question contained provisions which were in complete contradiction to Belgian legislation, and he could not, therefore, without a dereliction of duty, allow it to be supposed that he could bind his Government in any way whatever on a question of this kind. He did not see, therefore, how the express mention of the reservation which was attached tacitly to every vote which he gave could give rise to difficulties. Nevertheless, if the President objected to the expression *ad referendum*, he would content himself with saying that he accepted with the same reservations as his honorable colleague the Delegate of the Netherlands.

The President thanked Mr. Neyt for having been so good as to give him a reply which disposed of the difficulty.

Mr. von Holleben proposed that the discussion which had just taken place relative to this *ad referendum* reservation should be cancelled. Since the honorable Delegate of Belgium had declared that he associated himself with the

Délégué des Pays-Bas, et que le Président accepte ces réserves; est-il bien nécessaire que l'incident figure au protocole?

Le Président remercie le premier Délégué d'Allemagne de sa proposition, et dit qu'en ce qui le concerne, il n'a pas d'objection à ce que l'incident soit supprimé.

M. Sienkiewicz fait observer qu'il est également intéressé dans la question de savoir si l'incident sera supprimé.

Le Président reconnaît la justesse de l'observation, et prie le Délégué de France de bien vouloir se prononcer sur ce point.

M. Sienkiewicz répond que le Délégué de France, ayant déjà déclaré qu'il n'insisterait pas sur la question de l'*ad referendum*, est naturellement tout disposé à laisser omettre la discussion qui vient d'avoir lieu.—Il n'en croit pas moins devoir constater que c'est le premier Délégué du Japon lui-même qui a soulevé la question.

Sir Francis Plunkett dit que, la Conférence ayant voté les Articles 3 et 4 de son projet de Stipulations, tels qu'ils ont été déposés sur le bureau par l'honorable Délégué d'Italie, il proposera que la Conférence passe à la discussion des autres articles de ce projet.

M. de Martino fait observer qu'il lui paraît désirable que la Conférence, avant de passer à une autre question, soit exactement édifiée sur la nature des votes rendus par ses honorables collègues les Délégués de Belgique et des Pays-Bas. Il priera donc le Président de vouloir bien faire connaître si la réserve qui accompagne l'acceptation des deux honorables Délégués n'est pas différente de la réserve générale faite par tous les Délégués, soit tacitement, soit expressément, et que l'orateur a faite lui-même lorsqu'en parlant de la clause facultative en matière pénale, il a dit qu'en acceptant l'exécution des jugements en matière pénale par les tribunaux consulaires, il se trouverait sur un meilleur terrain pour obtenir la ratification de son Gouvernement.

M. Neyt proteste formellement et avec énergie contre la pression qu'on prétend exercer sur certains Délégués pour les obliger à formuler leur vote de telle ou telle façon déterminée. Il considère que chaque Délégué doit garder sa pleine

reservations made by the honorable Delegate of the Netherlands, and since the President accepted those reservations, was it altogether necessary that the incident should appear in the Protocol?

The President thanked the First Delegate of Germany for his proposition, and said that, so far as he was concerned, he had no objection to the omission of the incident.

Mr. Sienkiewicz observed that he was equally interested in the question as to whether the incident was to be omitted.

The President said that he recognized the justice of the observation, and begged the Delegate of France to be so good as to give his opinion on this point.

Mr. Sienkiewicz replied that the Delegate of France having already declared that he would not insist on the question of the *ad referendum* reservation, was naturally quite ready to agree to the omission of the discussion. He felt bound, however, none the less to record the fact that it was the First Delegate of Japan himself who had raised the question.

Sir Francis Plunkett said that as the Conference had voted upon Articles 3 and 4 of his draft stipulations as laid upon the table by the honorable Delegate of Italy, he would propose that the Conference should proceed to discuss the remaining Articles of that draft.

Mr. de Martino observed that he thought it was desirable that the Conference, before passing on to another question, should clearly understand the nature of the votes given by the honorable Delegates of Belgium and the Netherlands. He would therefore ask the President to explain whether the acceptance on the part of the two honorable Delegates was qualified by no different reservation from the general one which was made by all the Delegates, either tacitly or explicitly, and which he (the Delegate of Italy) had himself made when, explaining the optional clause on criminal matters, he had said that by choosing the execution of criminal sentences by Consular Courts he would have stronger ground for obtaining the ratification of his Government.

Mr. Neyt desired to protest formally and emphatically against the pressure which it was attempted to exercise upon certain Delegates in order to compel them to formulate their votes in a certain specified way. He

et entière liberté d'action, et que chacun doit avoir le droit d'émettre son vote tel qu'il lui est dicté par sa conscience et par ses instructions sans avoir à en répondre à nul autre qu'à son propre Gouvernement.

M. de Martino s'élève contre l'assertion de l'honorable Délégué de Belgique. Il repousse toute intention d'exercer une pression quelconque sur aucun Délégué. Cependant, il lui faut, en même temps, maintenir son droit de demander au Président des éclaircissements sur le sens d'un vote rendu par un autre Délégué, parce que les votes de ses collègues ont une action directe sur ses propres votes et sur sa propre position dans les questions traitées par la Conférence.

M. Hubbard est d'avis que la spécification du vote de l'honorable Délégué de Belgique par la réserve *ad referendum* n'affecte pas la substance de ce vote. M. Neyt a expliqué que son vote devait être pris dans le même sens que celui qu'avait rendu l'honorable Délégué des Pays-Bas. Ce vote, dans la pensée de l'orateur, est nettement affirmatif, et il considère que les deux honorables Délégués ont été aussi loin que possible dans leur acceptation de la proposition soumise à la Conférence.

Le Président, en présence des doutes auxquels ont donné naissance les votes des honorables Délégués de Belgique et des Pays-Bas, se voit dans l'obligation de leur demander s'il peut être fondé à penser qu'ils sont prêts à signer les articles en question, sauf, bien entendu, ratification subséquente.

M. Neyt fait observer qu'il ne saisit pas bien à quoi se réfère la question de l'honorable Président. Il ne s'agit, pour le moment, que de réglemens annexes qui n'ont pas à être signés; si c'est le traité lui-même que vise l'interrogation du Comte Inoué, elle est tout au moins prématurée, et le Délégué de Belgique attendra, pour y répondre, que la même question soit posée également à tous ses Collègues.

M. van der Pot dit qu'il doit faire la même réserve que l'honorable Délégué de Belgique. Il a rendu son acceptation aussi complète qu'il lui est possible de le faire, et il ne saisit pas le sens de l'observation du Président sur la signa-

ture des articles en question.

was of opinion that each Delegate ought to retain full and entire liberty of action, and that each ought to have the right of voting as his conscience and his instructions dictated, without being responsible to any one except his own Government.

Mr. de Martino protested against the assertion of the honorable Delegate of Belgium. He disclaimed any intention of exercising pressure upon any Delegate. He must at the same time, however, maintain his right to make inquiries from the President as to the significance of a vote given by another Delegate, because the votes of his Colleagues had a distinct bearing upon his own, and upon his own position in the questions dealt with by the Conference.

Mr. Hubbard thought that the fact that the vote of the honorable Delegate of Belgium was qualified by the *ad referendum* reservation did not affect the substantial nature of that vote. Mr. Neyt had explained that his vote was to be understood in the same sense as the vote given by the honorable Delegate of the Netherlands. That vote was, in Mr. Hubbard's opinion, clearly affirmative, and he thought the two honorable Delegates had gone as far as they could in their acceptance of the proposition before the Conference.

The President said that in view of the doubts to which the votes of the honorable Delegates of Belgium and of the Netherlands had given rise, he felt obliged to ask them whether he was justified in assuming that they were ready to sign the Articles in question, subject of course to the subsequent ratification of their Governments.

Mr. Neyt observed that he did not quite understand to what the enquiry of the honorable President referred. The question at the present moment related simply to the stipulations, which did not require to be signed. If the enquiry of Count Inoué had reference to the Convention itself, it was at least premature, and the Delegate of Belgium would reserve his reply until the same question was put to all his Colleagues.

Mr. van der Pot said that he must make the same reservation as the honorable Delegate of Belgium. He had made his acceptance as complete as it was possible for him to do, and he failed to grasp the meaning of the President's

observation with regard to the signature of the articles in question.

Le Président explique que sa question ne se réfère pas à une signature immédiate. Mais, étant donné que les articles dont il s'agit feront partie de la Convention à intervenir, il a voulu simplement demander aux honorables Délégués s'ils sont disposés à signer la Convention dans laquelle rentreront ces articles, quand le moment sera venu de la signer.

M. van der Pot répond qu'il a la confiance de recevoir du Gouvernement des Pays-Bas des instructions plus précises sur ces questions d'ici au moment où il sera appelé à signer la Convention.

Le Président demande s'il peut considérer l'acceptation de l'honorable Délégué des Pays-Bas comme signifiant qu'il accepte, en attendant, les Articles 3 et 4.

M. van der Pot répond qu'il accepte ces articles provisoirement.

M. Neyt dit qu'il n'a rien à ajouter à ses déclarations. Il s'est rallié aux réserves faites par son honorable Collègue des Pays-Bas et il ne voit pas de raison pour qu'on veuille exiger de lui de plus amples explications que celles qu'il a déjà données et qui lui paraissent suffisantes.

Le Président se voit dans l'obligation d'insister sur ce point, qui est d'une grande importance. Le Délégué des Pays-Bas ayant accepté les Articles 3 et 4 provisoirement, il voudrait savoir s'il peut interpréter le vote de l'honorable Délégué de Belgique comme l'équivalent de celui de M. van der Pot.

M. Neyt réplique qu'il a déjà répondu affirmativement à cette question; mais on semble chercher absolument à lui faire dire ce qu'il ne veut pas dire. Ni lui ni son honorable Collègue des Pays-Bas ne peuvent accepter purement et simplement quand ils viennent de déclarer qu'ils acceptaient avec des réserves. Le Délégué de Belgique est incapable, pour sa part, de trouver une formule qui puisse satisfaire le Président tout en se conciliant avec ses déclarations antérieures.

Le Président objecte que le second Délégué du Japon et lui-même sont autorisés à négocier et à traiter avec les Plénipotentiaires des Puissances ayant des conventions avec le Japon. Si, comme il semble aujourd'hui que ce soit le cas, il y a des Délégués qui ne sont

observation with regard to the signature of the articles in question.

The President explained that his enquiry had had no reference to an immediate signature. But, in view of the fact that the Articles in question would form a part of the Convention to be concluded, he simply wished to ask the honorable Delegates whether they were prepared to sign the Convention embodying those Articles when the time for signature arrived.

Mr. van der Pot said he felt confident that he would receive more precise instructions on the points involved from the Netherlands Government before he could be called upon to sign the Convention.

The President enquired whether he could consider the acceptance of the honorable Delegate of the Netherlands as implying that he accepted Articles 3 and 4 in the meantime.

Mr. van der Pot replied that he accepted those Articles provisionally.

Mr. Neyt stated that he had nothing to add to his declarations. He had associated himself with the reservations made by his honorable Colleague of the Netherlands, and he saw no reason why he should be asked for further explanations beyond those which he had given, and which he considered satisfactory.

The President said that he must insist upon the point as it was one of great importance. The Delegate of the Netherlands had accepted Articles 3 and 4 provisionally. He wished to know whether he would be right in interpreting the vote of the honorable Delegate of Belgium as equivalent to that of Mr. van der Pot.

Mr. Neyt replied that he had already answered this question in the affirmative, but that there seemed to be a settled determination to make him say what he did not wish to say. Neither he nor his honorable Colleague of the Netherlands could accept absolutely when they had just stated that they accepted with reservations. The Delegate of Belgium was unable, for his part, to find a formula which would satisfy the President and at the same time agree with his previous declarations.

The President said that the second Delegate of Japan and himself were authorized to negotiate and conclude Conventions with the Plenipotentiaries of the Powers having treaties with Japan. If, as now appeared to be the case, there were some Delegates who were unable to

pas en mesure de continuer les négociations sans en référer à leur Gouvernement, il lui faut en conclure que leurs pouvoirs sont insuffisants.

M. Neyt dit qu'il prendra la liberté de faire observer que le parallèle que cherche à établir le Président n'est pas absolument exact. Le Comte Inouye est à la fois Plénipotentiaire à la Conférence et membre du Gouvernement japonais: il se trouve dans cette situation exceptionnellement favorable d'être en même temps mandant et mandataire, ce qui réduit singulièrement la responsabilité de ce dernier. Or, le cas n'est pas le même pour les Délégués étrangers, auxquels la distance et la lenteur des communications ne permettent pas d'en référer à tout moment à leurs Gouvernements. En ce qui le concerne, le Délégué de Belgique est muni de pouvoirs identiques à ceux de ses Collègues, ayant la même étendue, lui conférant les mêmes prérogatives, et, par conséquent, il se croit dans la même situation à cet égard qu'aucun des autres Délégués avec lesquels négocie le Président.

Le Président objecte que, tandis que tous les autres Délégués ont accepté les Articles 3 et 4, le Délégué de Belgique a accompagné de réserves son acceptation. Sa situation n'est donc pas exactement la même que celle des autres Délégués, et le Président ne peut qu'en conclure que les pouvoirs de l'honorable Délégué de Belgique sont insuffisants.

M. Neyt répète que les pouvoirs dont il est muni sont aussi complets que ceux d'aucun de ses honorables Collègues. Mais, de ce que tous les Délégués sont munis de pleins pouvoirs, il ne suit pas forcément qu'ils soient dans l'obligation absolue de faire usage, en tout état de cause, de ce qui n'est, en somme, qu'une faculté. Il est incontestable que si chacun d'eux a le pouvoir d'accepter telle ou telle proposition, il va de soi qu'il est en droit de limiter lui-même ce pouvoir quand il le juge nécessaire, se guidant en cela sur les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, et il est des cas où il se verra forcé de n'accepter certaines stipulations qu'en entourant cette acceptation des réserves qu'il juge indispensables à l'exécution du mandat qui lui a été confié. Les réserves que l'honorable

continue negotiations without reference to their Governments, he could only come to the conclusion that their Powers were insufficient.

Mr. Neyt said that he would take the liberty of observing that the parallel which the President sought to establish was not absolutely exact. Count Inouye was at one and the same time Plenipotentiary to the Conference and a member of the Japanese Government; he was in the exceptionally favorable position of being at once both the person who issued the instructions and the person who carried them out, which lessened considerably his responsibility in the latter capacity. It was different with the foreign Delegates, who were presented by distance and the time occupied by communications from referring at each moment to their Governments. In so far as he was concerned, the Delegate of Belgium was furnished with Powers which were identical with those of his Colleagues, being no less extended and conferring upon him the same prerogatives, and consequently he considered himself to be in the same position in this respect as any of the other Delegates with whom the President was negotiating.

The President pointed out that whereas all the other Delegates had accepted Articles 3 and 4, the Delegate of Belgium had qualified his acceptance with a reservation. His position was therefore not exactly the same as that of other Delegates, and the President could only conclude that the Powers of the honorable Delegate of Belgium were insufficient.

Mr. Neyt repeated that the Powers with which he was furnished were as complete as those of any of his honorable Colleagues. But it did not necessarily follow that because all the Delegates were furnished with Full Powers, they were obliged, under all circumstances, to make use of what was, after all, only a faculty. It was indisputable that if any one of them had the power to accept certain propositions, he was, as a matter of course, entitled to limit this power himself when he thought necessary, guiding himself in this respect by the instructions which he had received from his Government; and there were cases when he might be prevented from accepting certain stipulations, unless he accompanied his acceptance by reservations which he considered indispensable

ble Délégué des Pays-Bas et l'orateur lui-même considèrent nécessaires dans la circonstance présente, tous les autres Délégués peuvent, à un moment donné, les considérer nécessaires à leur tour.

Le Président dit que, dans ces conditions, il se verra, à son grand regret, dans l'obligation de déclarer qu'il ne peut laisser continuer la Conférence, qui sera ajournée jusqu'au moment où l'honorable Délégué de Belgique aura reçu de son Gouvernement les instructions et les pouvoirs nécessaires.

M. Neyt demande au Président la permission de lui adresser une question.—L'honorable Délégué des Pays-Bas se trouvait, il n'y qu'un moment, dans la même cas que lui-même, ayant émis un vote identique, et l'orateur avait formellement déclaré se rallier à la forme de vote adoptée par son honorable Collègue. Le Délégué de Belgique voudrait savoir comment il se fait qu'il se trouve seul en cause maintenant, et que, ce soit sur lui seul que le Président veuille faire retomber la responsabilité d'une opposition qu'il n'a pas seul soulevée.

Le Président réplique que la raison en est que l'honorable Délégué des Pays-Bas a accepté provisoirement, et il demande s'il doit comprendre que l'honorable Délégué de Belgique veut dire qu'il accepte aussi *provisoirement*.

M. Neyt répond que, si le Président préfère cette formule, il déclare accepter lui aussi *provisoirement*.

M. Schévitch croit que, l'incident qui vient d'avoir lieu ayant eu pour origine un malentendu, il serait plus simple de ne pas en faire mention au protocole. La dignité de l'assemblée ne perdrait rien à cette omission.

Le Président dit qu'il laissera à la Conférence la soin de se prononcer sur ce point.

Les Délégués s'étant abstenus d'émettre une opinion, le Président ajoute que, tout en ne voulant pas préjuger la décision de la Conférence, il préférerait, pour sa part, que l'incident figurât au protocole.

M. Schévitch répond qu'il respecte trop l'opinion du Président pour insister sur sa

to the execution of the mandate which had been entrusted to him. The reservations which the honorable Delegate of the Netherlands and himself considered it necessary to make in the present case were such as all the other Delegates might, in their turn, find it necessary to make.

The President said that under these circumstances he should, to his great regret, be obliged to announce that he must decline to continue the Conference, which would be adjourned until such time as the honorable Delegate of Belgium had received the necessary instructions and Full Powers from his Government.

Mr. Neyt asked the President for permission to address a question to him. The honorable Delegate of the Netherlands had been a moment ago in the same position as himself, having made an identical statement, and he (Mr. Neyt) had formally stated his concurrence in the form of vote adopted by his honorable Colleague. The Delegate of Belgium wished to know why he alone should now be singled out, and why the President should seek to throw upon him alone the responsibility for an opposition which he alone had not raised.

The President replied the reason was that the honorable Delegate of the Netherlands had accepted provisionally, and he enquired whether he was right in understanding the honorable Delegate of Belgium to mean that he also accepted *provisionally*.

Mr. Neyt replied that, if the President preferred this formula, he would state that he also accepted *provisionally*.

Mr. Schévitch expressed the opinion that as the incident which had just taken place had originated in a misunderstanding, the simplest plan would be to omit all mention of it in the Protocol. The dignity of the assembly would lose nothing by this omission.

The President said that he would leave this point to be decided by the Conference.

No opinion having been expressed by the Delegates on the subject, the President added that, while he did not wish to prejudge the decision of the Conference, he preferred, for his own part, that the incident should appear in the Protocol.

Mr. Schévitch said that he had too much respect for the opinion of the President to

suggestion après la déclaration que vient de faire le Comte Inouye.

Sir Francis Plunkett donne lecture de l'Article 5 du projet de Stipulations, ainsi qu'il suit :

"Outre l'exécution des jugements, les tribunaux consulaires et les tribunaux japonais se rendront, sur réquisition faite en due forme, assistance réciproque en matière judiciaire, particulièrement pour la détermination et l'éclaircissement des faits.

"Cette règle s'appliquera également à l'assignation des témoins résidant dans les ressorts respectifs de ces tribunaux, et qui seraient cités à comparaître devant un tribunal de l'autre Etat."

Cet article est accepté par la Conférence.

Sir Francis Plunkett donne alors lecture, ainsi qu'il suit, de l'Article 6 des Stipulations :

"Le droit d'arrestation appartient d'une manière générale aux autorités japonaises. Toutefois, il est bien entendu qu'en l'absence d'un mandat émanant du tribunal compétent, ce droit ne pourra être exercé, dans les limites conventionnelles actuelles, à l'encontre d'un sujet....., que dans le cas de flagrant délit.

"La personne arrêtée sera relaxée immédiatement après que son identité aura été établie à la station de police. Dans le cas, toutefois, où son identité ne pourrait être établie immédiatement sur ses déclarations, ou dans le cas de crime ou d'intention de fuite présumée, le délinquant sera traduit sans aucun retard devant l'autorité consulaire ou judiciaire compétente.

"Les autorités japonaises ne pourront pénétrer dans le domicile d'un sujet....., sans mandat du tribunal dont relève ce sujet, que dans les cas suivants :

"a) Pour prévenir un danger imminent menaçant la personne ou la vie d'un habitant de la maison, ou résultant pour d'autres de l'état de la maison.

"b) Pour constater un acte délictueux qui vient de se commettre dans la maison."

Sir Francis Plunkett ajoute qu'une suggestion a été faite, tendant à ce que l'on omit la dernière partie de l'alinéa a de l'Article, qui est

insist upon his suggestion after the declaration just made by Count Inouye.

Article 5 of the Draft Stipulations, as follows, was then read by Sir Francis Plunkett and accepted by the Conference.

"Besides the execution of the judgments, the Consular and Japanese Courts have upon due application to render each other further legal aid, especially for the determination and elucidation of facts.

"This applies equally to the summoning of witnesses, who are residing in the respective districts, to give evidence before the Court of the other State in that district."

Article 6 of the Draft Stipulations, as follows, was then read by Sir Francis Plunkett.

"The right of arrest rests generally with the Japanese Authorities. But it is understood that in the absence of warrants from the competent Courts, such right shall, within the present treaty limits against..... subjects, only be exercised when the offender is caught in flagranti.

"The person arrested shall be released immediately after his identity is proved at the police station. In the event, however, that his identity cannot be immediately proved upon his declaration, or in case of crime or of suspicion of flight, the offender is to be brought at once before the competent Consular or Judicial Authority.

"The Japanese Authorities shall not be authorized to enter houses occupied by..... subjects without orders from the court having jurisdiction over the occupants, except for the purpose :

"(a) Of preventing the actual danger to the body or life of an inmate, or to prevent an actual danger to others resulting from the condition of the house.

"(b) Of ascertaining facts immediately on the commission of a punishable act within the house."

Sir Francis Plunkett added that it had been suggested that the concluding portion of sub-head (a) of this Article,—which read "or to

ainsi conçu : ".....ou résultant pour d'autres de l'état de la maison," la rédaction en question étant considérée comme trop vague. L'orateur partage cette opinion, et il propose, en conséquence, que ce passage soit supprimé.

M. Sienkiewicz accepte l'Article 6, et il approuve la suppression proposée par l'honorable premier Délégué de Grande-Bretagne du dernier membre de phrase de l'alinéa a. En effet, il ne voit pas l'utilité de cette disposition, mais, par contre, il se rend compte des inconvénients qu'elle pourrait présenter, et des abus auxquels elle pourrait servir de prétexte.

Tous les autres Délégués déclarant approuver le changement proposé, l'Article 6, ainsi modifié, est accepté par la Conférence.

Sir Francis Plunkett donne lecture, ainsi qu'il suit, de l'Article 7 du projet de Stipulations :

"A l'égard des instances en matière civile ou pénale qui se trouveront pendantes devant un tribunal consulaire au moment de l'expiration de la période stipulée à l'Article VI de la Convention judiciaire, la juridiction de ce tribunal sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision finale soit intervenue. Il en sera de même pour les instances pendantes en matière de faillite.

"Les exécutions forcées se trouvant commencées lors de l'expiration de ladite période, seront poursuivies et achevées conformément à la procédure jusque là en vigueur."

M. Sienkiewicz accepte l'Article 7, mais il tient à y faire une observation. Est-il bien nécessaire de faire une mention spéciale des faillites? Il va de soi que les faillites sont comprises dans cet article. D'autre part, le mot "bankruptcy" en anglais, qui est rendu ici par "faillite", comprenant à la fois, d'après la loi française, la faillite, la banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse, l'orateur craint qu'en insérant une disposition particulière à cet égard, on ne s'expose à de nouvelles complications. Il serait donc d'avis de supprimer purement et simplement la dernière phrase du premier paragraphe de l'article.

Sir Francis Plunkett déclare partager l'opinion exprimée par l'honorable Délégué de France, et il propose, en conséquence, que la dernière partie de l'article, qui est ainsi conçue :

"prevent an actual danger to others resulting from the condition of the house,"—should be omitted, it being thought that the wording in question was too vague. He concurred in this suggestion, and therefore proposed that the passage in question should be cancelled.

Mr. Sienkiewicz accepted Article 6, and approved the omission of the last portion of sub-head (a) as proposed by the honorable First Delegate of Great Britain. In point of fact he did not see the utility of this provision, but, on the contrary, foresaw the inconveniences to which it might give rise and the abuses for which it might serve as a pretext.

All the other Delegates signifying their concurrence in the proposed alteration, Article 6, as thus modified, was accepted by the Conference.

Article 7 of the Draft Stipulations, as follows, was then read by Sir Francis Plunkett:—

In respect to those civil and criminal actions which have been in *litis pendente* in the Consular Courts before the expiration of the period agreed upon in Article VI of the Jurisdictional Convention, the jurisdiction of the said Courts shall remain in force until the final decision of these cases, and in respect to the pending proceedings in bankruptcy opened during the said period, until the final settlement thereof.

The coercive execution commenced during the said period shall be settled in conformity with the laws of procedure hitherto in force.

Mr. Sienkiewicz accepted Article 7, but he wished to make an observation. Was it absolutely necessary to make special mention of bankruptcies? As a matter of course bankruptcies were comprised in this Article. On the other hand as the word "bankruptcy" in English, which was rendered in this case by "faillite" included what were known in French law as "faillite" and "banqueroute simple" and "banqueroute frauduleuse" he feared that the insertion of a special provision in this respect would render fresh complications possible. He was therefore in favor of omitting the last portion of the first paragraph of this Article.

Sir Francis Plunkett said that he concurred in the opinion expressed by the honorable Delegate of France, and he therefore proposed that the final portion of the first paragraph of

"Il en sera de même pour les instances pendantes "en matière de faillite", soit supprimée.

Tous les Délégués ayant donné leur assentiment à cette proposition, l'Article 7, ainsi modifié, est accepté par la Conférence.

M. Schévitch exprime l'avis que, tous les articles des Stipulations ayant été successivement acceptés par la Conférence, il serait opportun qu'un vote fût rendu sur l'ensemble du projet.

M. Sienkiewicz fait observer qu'il importerait, dans ce cas, d'établir une distinction, car on ne saurait comprendre dans le vote d'ensemble la question des règlements de police et d'administration, qui a été réservée.

M. Schévitch dit que le vote pourrait porter seulement sur l'ensemble à partir de l'Article 3, qui deviendrait alors l'Article 1. Il lui paraît, dans tous les cas, désirable qu'il soit mentionné au protocole que la Conférence a accepté les Stipulations proposées comme annexe à l'Article VI de la Convention judiciaire. par l'honorable premier Délégué de la Grande-Bretagne, avec les amendements qui y ont été successivement apportés et qui ont été approuvés par la Conférence.

Le Président propose, conformément à la suggestion de l'honorable Délégué de Russie, que la Conférence vote sur l'ensemble des Stipulations, étant bien entendu que l'Article 3 deviendra l'Article 1.

La Conférence se range à la proposition du Président, et les Stipulations, sous leur forme amendée, sont acceptées par tous les Délégués, hormis les Délégués de Belgique et des Pays-Bas, qui déclarent ne les accepter que provisoirement.

Le Président exprime la satisfaction qu'il éprouve à constater les progrès qu'a faits la Conférence à la présente séance.

Il propose ensuite que la Conférence s'ajourne au samedi 15 janvier, à 2 heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 6 heures moins un quart.

the Article, which read as follows: "and in respect to the pending proceedings in bankruptcy opened during the said period, until the final settlement thereof," should be cancelled.

All the Delegates signifying their assent to this proposition; Article 7, as thus modified, was accepted by the Conference.

Mr. Schévitch expressed the opinion that all the Articles of the stipulations having been successively accepted by the Conference, it would be advisable that a general vote should be given on the proposals, as a whole.

Mr. Siénkiewicz observed that it was necessary to establish a distinction in this case, for the question of police and administrative regulations which had been reserved could not be included in the vote on the whole draft.

Mr. Schévitch said that the vote might be given only on the stipulations as a whole commencing with Article 3, which would then become Article 1. It seemed to him, in any case desirable that it should be stated in the Protocol that the Conference had accepted the stipulations proposed by the honorable Delegate of Great Britain as an annex to Article VI of the Jurisdictional Convention, as modified by the amendments which had been successively introduced and approved by the Conference.

The President proposed that, in accordance with the suggestion of the honorable Delegate of Russia, the Conference should vote on the stipulations as a whole, it being understood that Article 3 would become Article 1.

The Conference adopted the President's proposition, and the stipulations in their amended form were accepted by all the Delegates, except by the Delegates for Belgium and for the Netherlands, who declared that they only accepted them *provisionally*.

The President said that it gave him much pleasure to note the progress which the Conference had made at the present sitting.

He then proposed that the Conference should adjourn until Saturday the 15th of January at 2 o'clock in the afternoon.

This proposal was adopted and the meeting terminated at a quarter to six o'clock.

Signé:

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAYAT.

Signed:

INOUE KAORU.
SUZO AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
NICHOLAS J. HANNEN.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original:

Certified to be a correct copy:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.